



10^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 10. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 16 septembre 2009 à 18 heures
Sitzung vom Mittwoch, 16. September 2009, 18.00 Uhr

Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2
Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Patrick Calegari, Barbara Chevallier, Pablo Donzé, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Urs Grob, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Sabine Kronenberg, Thomas Lachat, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Alain Pichard, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Thomas Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Andreas Sutter, Anna Tanner, Ariane Tonon, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Marc Despont, René Eschmann, Werner Hadorn, Christian Löffel, Maurice Paronitti, Hugo Rindlisbacher, Fatima Simon

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert, Silvia Steidle

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
163. Approbation de l'ordre du jour	454
164. Communications du Bureau du Conseil de ville	454
• Prolongation de délai	454
• Décompte de la compétence de la CDG	454
165. Approbation du procès-verbal (19 mars 2009 / n° 3).....	455
166. Rapport d'activité 2008 de la Commission de gestion.....	455
167. 20090014 Motions et postulats adoptés / délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:	460
• Mairie.....	460
• Direction des finances	463
• Direction de la sécurité	463
• Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture	463
• Direction des travaux publics.....	464
168. Interpellation 20080382, Hugo Rindlisbacher, Groupe PSL, "Bienne est-elle la mecque des récalcitrants au retour?"	468
169. Interpellation 20090029, Alain Pichard, Verts libéraux, "Résiliation des directions d'écoles primaires du 8 décembre 2008"	469
170. Motion 20090135 Martin Rüfenacht, FDP, "Modification de l'ordonnance en vue de l'engagement dissimulé de contrôleurs de prestations"	472
171. Postulat urgent 20090095, Roland Gurtner, Passerelle, "Accueil extrafamilial pendant les vacances scolaires"	472
172. Interpellation urgente 20090097, Claire Magnin, Verts Bienne, "Accueil des enfants pendant les vacances scolaires".....	475
173. Interpellation urgente 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Situation des écoles biennoises"	475
174. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090314, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Quelles conséquences pour la Ville de Bienne de la 4 ^{ème} révision de la Loi sur l'assurance-chômage?"	480
173. Interpellation urgente 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Situation des écoles biennoises" (Suite).....	480
175. 19930403 Équipement général du Mauchamp en matière d'eaux usées / Décompte du crédit d'engagement	483
176. 20090239 Rue de Zurich, Bienne - Modification du contrat de droit de superficie de la Manufacture des Montres Rolex S.A.....	485
177. 20070299 Modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne concernant les "zones de travail"	486
178. 20090171 Périmètre du Masterplan / aménagement de l'espace routier public	487
179. Motion urgente 20090093. Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne, "Affectation intermédiaire du Parc Expo"	497
180. Motion urgente 20090094, Patrick Calegari, UDC, "Financement spécial en faveur de l'assainissement de bâtiments"	497

181. Interpellation urgente 20090098, Hanspeter Habegger, Groupe UDC/PSL, "Restaurant Schützenhaus! Et maintenant?"	498
182. Interpellation urgente 20090099, Marc Despont, Forum Biel/Bienne, "Bâtiments du chemin des Tulipes 4 - 6"	499
183. Motion urgente 20090136, Niklaus Baltzer, SP, "A5 branche ouest avec semi-jonction Bienne-Centre et semi-jonction au Faubourg du Lac"	499
184. Nouvelles interventions	503

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je vous salue bien cordialement pour cette séance marathon, vu l'ordre du jour. Nous aurons le temps nécessaire à disposition mais le but est de terminer cet ordre du jour d'ici demain soir. Juste pour la petite histoire, nous avons déjà, pour la séance du mois d'octobre, 34 points à l'ordre du jour!

En ouverture, j'aimerais saluer la présence de Monsieur Pablo Donzé, nouveau Conseiller de ville, en remplacement de Madame Gina Donzé, démissionnaire à fin août. Je lui souhaite plein succès dans son activité de parlementaire.

Ensuite, j'aimerais donner brièvement la parole à Madame Joseline Marti-Stolz, Directrice du collège où nous siégeons, pour une déclaration personnelle.

Marti-Stolz Joseline, PSR: J'aurais voulu vous adresser ces quelques mots de bienvenue lors de la première séance du Conseil de ville dans cette salle en août, malheureusement une séance m'a retenue et je n'ai pas pu vous accueillir en ces lieux vénérables récemment rénovés. Depuis le mois d'août de cette année, j'ai le privilège de diriger l'entité scolaire, qui regroupe le Marché-Neuf, les Prés-Walker et quatre écoles enfantines attenantes. Je partage cette tâche avec Madame Ciccozzi, directrice alémanique. La collaboration avec elle et les enseignants de l'entité est excellente. Le collège du Marché-Neuf se compose de 15 classes francophones, de la première à la sixième année primaire et de quatre classes alémaniques, de cinquième et sixième années. Les classes enfantines, tant alémaniques que francophones, sont situées aux alentours du collège. L'école à journée continue du Marché-Neuf rencontre un vif succès auprès des parents. Les quelques 40 enseignants ont accueilli de manière favorable, que le Conseil de ville choisisse les locaux du Marché-Neuf pour siéger. Cela dénote une certaine attractivité de notre établissement et lui confère une visibilité bienvenue. Le vœu que je formule ici est de profiter de l'opportunité de la présence du Conseil de ville et du Conseil municipal au sein de l'école, pour aborder le thème de l'éducation à la citoyenneté avec les élèves. L'école a aussi un rôle déterminant dans ce domaine. Ce sont les futurs citoyens. Je pense que de leur conférer un esprit critique ne peut être que bénéfique. Le nouveau plan d'études (PER) aborde abondamment ce thème, dans l'axe de la formation générale, qui peut être traité sous différents aspects, en fonction de l'âge des élèves.

Je souhaite d'ores et déjà de riches débats dans ces lieux, que je souhaite toutefois moins caniculaires que la dernière fois. Encore un petit mot de remerciement à l'équipe des techniciens de surface, les concierges du Marché-Neuf, qui mettent toute leur énergie afin que tout soit prêt pour chaque séance et qui remettent les locaux en état, pour que les enseignants puissent réinvestir les salles. Bienvenue au Marché-Neuf !

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Merci pour vos propos Madame Marti. Je souhaite que tout le Conseil de ville se plaise dans ces locaux. C'est vrai que les remerciements que j'avais déjà adressés la dernière fois, sont tout à fait valables pour l'équipe de maintenance et de préparation.

Vous trouvez sur vos tables:

- Bienne en images "Hier / aujourd'hui".

Ce livre est offert à chaque Conseiller/Conseillère de ville et à chaque Conseiller/Conseillère municipal(e) par le Bureau du Conseil de ville. À l'intérieur, vous verrez quelques photos surprenantes. Les personnes, qui n'étaient pas encore à Bienne il y a dix ou quinze ans, pourront faire quelques découvertes intéressantes.

Sur la table de l'huissier vous trouverez:

- Kurzanalyse: Eventhalle Biel/Bienne (seulement en allemand)
- Bulletin d'information n° 2 d'août 2009 de la Société suisse pour les questions parlementaires.

Nous ferons une pause, comme annoncée aux Présidents et Présidente de groupes, de 1h15, aux environs de 19h45.

163. Approbation de l'ordre du jour

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Étant donné que Monsieur Hans Stöckli ne viendra que pour la deuxième partie de la séance, nous traiterons après la pause, les points 6 à 9 et 12 à 15 de l'ordre du jour.

Y a-t-il d'autres demandes de modification de l'ordre du jour? Ce n'est pas le cas. Nous fonctionnerons selon cet ordre du jour pour ce soir et demain. Toutefois, à la fin de la séance de ce soir, je vous informerai de la marche à suivre pour la séance de demain, en fonction de l'avancement des travaux.

164. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je n'ai pas d'autres communications, si ce n'est le cadeau offert trouvé sur vos tables.

Prolongation de délai

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Das Stadtratsbüro hat mittels Zirkularbeschluss für folgenden Vorstoss Fristverlängerung bis zum **16. Dezember 2009** beschlossen:

- **Postulat 20090140**, Muriel Beck Kadima, Grüne Biel, "Bevölkerungsbefragungen"

Décompte de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 10. September 2009 die folgende **Abrechnung** eines Verpflichtungskredits der Baudirektion **in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:**

- **20090236** Madretschried Perimeter 2 / Erschliessung durch Strassen, Trottoir, Geh- und Fussweg und Entwässerungsanlagen

165. Approbation du procès-verbal (19 mars 2009 / n° 3)

Le procès-verbal n° 3 du 19 mars 2009 est approuvé tacitement.

166. Rapport d'activité 2008 de la Commission de gestion

Liechi Gertsch Teres, GPK: Bevor ich auf das Geschäft eingehe, möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass Frau Marti sowie ich und einige weitere Stadträtinnen heute mühelos in das Mikrofon sprechen können. Letztes Mal war dies noch nicht der Fall und ich musste leiden, weil ich beinahe nicht über das Rednerpult hinaussehen konnte. Ich hatte auf diesen Umstand hingewiesen. Daraufhin hat uns Herr Gunziger ein wunderschönes Podest organisiert und es auch schwarz angemalt. Ich danke ihm im Namen aller PodestbenützerInnen herzlich dafür.

Zum alljährlichen Tätigkeitsbericht der Geschäftsprüfungskommission (GPK): Er erfolgt in der üblichen Form, eine Art Konglomerat, und gibt einen Überblick über die Tätigkeit der GPK im Berichtsjahr (diesmal also das Jahr 2008). Der Bericht ist ein Rückblick auf das politische Geschehen des letzten Jahres. Zudem enthält er noch grundsätzliche Feststellungen praktischer und philosophischer Art, welche der GPK aufgrund ihrer Tätigkeit und auch im Hinblick auf die Zusammenarbeit mit der Exekutive wichtig erscheinen.

Der Tätigkeitsbericht der GPK wird von der Ratssekretärin mitunterzeichnet. Sie trägt jeweils verschiedene Daten und Listen zusammen und betreut den Bericht auch redaktionell, basierend auf den Protokollen der GPK-Sitzungen. Danach erfolgen natürlich ausgiebige Vernehmlassungen bei den GPK-Mitgliedern. "Politisch unterschrieben" ist der Bericht vom jeweiligen Präsidium, diesmal also von mir, und es ist auch das aktuelle Präsidium, welches ihn am Rednerpult vertritt und kommentiert. Dieser Tätigkeitsbericht betrifft allerdings das Vorjahr. Als jetzige Präsidentin unterzeichne ich also den Bericht meines Vorgängers, wie dies üblich ist. Das ist insofern nicht von Bedeutung, als dieser Tätigkeitsbericht nicht der Bericht des GPK Präsidiums ist (wie es ein Jahresbericht eines Vereinspräsidenten wäre), sondern der Bericht des ganzen Gremiums. Aber spätestens wenn Sie selber von dieser Mechanik betroffen sind (wie ich in diesem Fall), fällt es Ihnen doch auf. Ich habe diesem Umstand Rechnung getragen, indem ich meinen Vorgänger, Pierre-Yves Grivel, explizit gefragt habe, ob er seine Präsidiumszeit im Bericht wiedererkenne, was er mir bestätigte. Monsieur Grivel, merci de votre présidence, c'était agréable de travailler avec vous.

Sie konnten den Bericht studieren. Seit Jahren hat er den üblichen Aufbau - das ist nützlich und erlaubt Kontinuität. Sie finden darin einerseits interessante

Zusammenstellungen, wie beispielsweise unter 2.3 die Statistik über die gemeinderätlichen Berichte in den letzten Jahren sowie andererseits unter 3.1 einen Zusammenzug über die Sachgeschäfte des Gemeinderats. Beides sind interessante, informative Rubriken, die in dieser knappen, vergleichenden Form in keinem anderen Dokument zu finden sind. Sie als ParlamentarierInnen verfügen auf diese Weise also über ein nützliches politisches Instrument. Unserer Ratssekretärin, Frau Klemmer, gebührt einen herzlichen Dank für das Zusammentragen und Wiedergeben dieser Daten. Ich gehe diese Zusammenstellungen mit Ihnen nicht detailliert durch, da Sie sie studiert haben. Vielmehr möchte ich auf ein, zwei markante Punkte hinweisen: 2.3 Statistik Berichte der Direktionen (Seite 3): Der Präsidialstab weist 2008 eine Erhöhung von 5 auf 9 Berichte aus. Er hatte in letzter Zeit (2008 / 2009) mit den vielen Berichten und Zusatzaufgaben eine enorme Arbeit zu bewältigen. Auch die Geschäfte der Finanzdirektion haben zugenommen. Es ist klar, dass all die schwergewichtigen Liegenschafts- und Stadtentwicklungsgeschäfte sehr eng mit der Baudirektion zusammenhängen. Die Sachbearbeitung liegt dann oft bei der Baudirektion (Hochbau, Tiefbau) sowie beim Stadtplanungsamt. Es waren viele Projekte, deshalb wird im Text mehrmals auf diese Arbeitslast eingegangen. Ansonsten verzichte ich auf einen Zusatzkommentar seitens der GPK zum Inhalt des eigenen Berichts, denn er liegt vor und kann, falls Sie Notwendigkeit dazu empfinden, debattiert werden.

Hier noch ein paar praktisch-philosophische Anmerkungen: Die GPK-Tätigkeit spiegelt in gewissem Masse auch die Regierungstätigkeit wieder, welche sich durch den Doppelauftrag der Geschäftsprüfungskommission ergibt: Aufsichts- und Kontrollorgan sowie vorberatendes Gremium. Seit acht Jahren erlebe ich nun wellenartig, wie der Gemeinderat die GPK disziplinieren will. Er wirft ihr vor, dass sie sich in Regierungsgeschäfte einmische oder in Sachgeschäfte eingreife. Taktisch stellt dieses Vorgehen für den Gemeinderat einen guten Schachzug dar, indem sich die GPK verteidigen und Vorwürfe widerlegen muss. Es kostet diese aber Zeit und Nerven. Der Gemeinderat hingegen kann so Zeit gewinnen, seine Nerven schonen und dadurch in Versuchung geraten, seinen Einfluss auszubauen. *Difficile est satiram non scribere*. Aber auch ganz sachlich: Für die GPK ist es manchmal eine Gratwanderung. Es geht nicht anders. Den Gemeinderat beaufsichtigen, bedeutet eben auch, die Geschäfte zu durchleuchten und in allen Einzelheiten zu prüfen. Aufgabe der GPK ist es, hie und da den Finger aufzuhalten, im Sinne von: Passt beim Aufgleisen von riesigen und komplexen Geschäften auf, dass das Verwaltungspersonal auch noch mitkommt! Das hat nichts mit zitronensaurem Moralin zu tun, aber es ist wirklich wichtig, darauf hinzuweisen: Denken Sie daran, meine Damen und Herren Gemeinderäte, dass Ihr Personal nachher ausarbeiten, durchdenken und schreiben muss, was Sie in den Grundsätzen auf oberster Ebene und mit kreativer Führungsfreude aufgleisen! Wie im Bericht erwähnt, würdigt die GPK den zukunftsweisenden Geist und die damit verbundenen Anstrengungen des Gemeinderats.

Noch eine Empfehlung an die Exekutive: Denken Sie daran, dass es gescheit und konstruktiv ist, den Spezialkommissionen (PPP-Kommission, S&E-Kommission) einen gewissen Vorlauf zu geben, indem der Dialog für nützliche Informationen und Erklärungen rechtzeitig gesucht wird. Das ist auch der GPK gegenüber nicht verkehrt! Natürlich nicht bei jedem Geschäft (beim *courant normal* wollen wir uns nicht gegenseitig mit Arbeit und Zusatztelefonaten und -sitzungen belasten), aber bei

gewissen Geschäften wäre es empfehlenswert, die GPK vorab zu informieren. Ein solches Geschäft steht heute beispielsweise auf der Traktandenliste unter Punkt 9 (Masterplangebiet / Gestaltung öffentlicher Strassenraum). Melden Sie sich, klopfen Sie an, wenn Sie etwas erklären wollen, oder wenn Sie vielleicht eine Zusatzinformation benötigen, oder auch eine Vermittlung dem Parlament gegenüber suchen. Das sind Dienstleistungen, welche die GPK durchaus anbieten kann.

Namens der GPK möchte ich hier noch einmal mündlich danken, und zwar dem Gemeinderat und der Verwaltung von Biel für die Zusammenarbeit, Frau Klemmer und dem Ratssekretariat für die Unterstützung und das Aufbereiten von Daten aller Art und Ihnen allen für die Unterstützung und den Respekt, den Sie der Geschäftsprüfungskommission von Biel entgegenbringen. Zudem danke ich ganz persönlich meinen sechs GPK-Kolleginnen und Kollegen für die angenehme und wirkungsvolle Zusammenarbeit. Merci de votre attention!

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Grossgewachsene Personen haben mit dem Podest des Rednerpults etwas mehr Mühe... Im Namen der Fraktion Forum danke ich der GPK für die geleistete Arbeit. Unserer Meinung nach kommt der GPK eine wichtige Funktion zu. Es ist das Privileg der Miliz, die Profis überwachen und leiten zu können. Machen Sie weiter so! Bleiben Sie am Ball und bleiben Sie kritisch! Danke.

Fischer Pascal, Fraktion SVP/FPS: Die Fraktion SVP/FPS ist überzeugt, dass die GPK ihre Sache gut gemacht hat, obwohl im Bericht mehrmals erwähnt wird, dass der Gemeinderat nicht immer alle Geschäfte ordnungsgemäss und pünktlich ablieferte. Zudem liess ich mich informieren, dass der Finanzdirektor an GPK-Sitzungen wiederholt neue Infos präsentierte - etwas was die GPK nur schwerlich kontrollieren kann - obwohl die GPK den Gemeinderat bereits im letzten Jahr darauf hingewiesen hatte, dass dadurch Druck entsteht, welcher die Gefahr übereilter Entscheidungen in sich birgt. Unterdessen hat der Termindruck auf die GPK offenbar noch zugenommen. Das ist nicht gut, lieber Gemeinderat! Es hat zur Folge, dass die GPK-Mitglieder aus dem Bauch heraus entscheiden müssen! Es bleibt zu hoffen, dass die Bauchgefühle der GPK-Mitglieder besser als die Informationen des Gemeinderats sind. Die Fraktion SVP/FPS hat volles Vertrauen in die GPK. Sie dankt ihr für den guten und offenen Bericht.

Wiher Max, Fraktion GLP: Auch die Fraktion der Grünliberalen dankt der GPK für ihren ausführlichen Bericht, die detaillierten Informationen und für ihre Arbeit das ganze Jahr hindurch. Wie bereits im letzten Votum angemerkt wurde, musste auch unsere Fraktion feststellen, dass die GPK das enorme Tempo bereits vor einem Jahr angemahnt hatte. Nun hat es nochmals zugenommen. Möglicherweise leidet unter diesem Tempo tatsächlich die Qualität. Hier sieben Beispiele:

1. Platz am See / Gestaltung: Ich kann mich erinnern, dass Herr Gurtner anlässlich der Stadtratssitzung vom vergangenen Dezember die Verschiebung des Geschäfts auf Januar 2009 beantragte. Dies hätte es der Fraktion der Grünliberalen ermöglicht, ihre Anliegen im Parlament zu vertreten. Der Gemeinderat bekämpfte seinerzeit diese Verschiebung vehement, mit der Begründung, dass an dieser Sitzung zwingend über das Geschäft entschieden werden müsse, weil sonst die Umbauarbeiten für diesen Platz nicht wie geplant

im April 2009 beginnen könnten. Wie Sie feststellen konnten, ist jedoch bis heute nichts passiert.

2. Beschlussesentwurf zum Voranschlag 2009 / Teuerungsanpassung / Korrektur (Stadtratssitzung vom 19. Februar 2009): Im Stadtrat musste eine falsche Jahreszahl korrigiert werden.
3. Ebenfalls an der Stadtratssitzung vom Februar 19. Februar 2009 verlangte der Gemeinderat eine Fristverlängerung für das Postulat 20070036 Patrick Calegari, Garderoben Sportanlage Champagne: Sofortiger Ersatz. Es handelte sich aber um eine Motion.
4. Entschädigung an die Migros Aare im Zusammenhang mit dem PPP-Projekt: Anlässlich der Stadtratssitzung vom 25. Juni 2009 nahm der Stadtrat zur Kenntnis, dass der Gemeinderat der Migros eine Entschädigung von CHF 2,45 Mio. geleistet hatte, damit diese ihre Einsprache zurückzog. Mit einer sorgfältigen Verhandlung hätte dies möglicherweise vermieden werden können.
5. Das heutige Traktandum 6: Der Bericht des Gemeinderats betreffend die abwassertechnische Basiserschliessung Löhre / Abrechnung Verpflichtungskredit steht unter Punkt 5: die letzte Rechnung datiert vom 31. Dezember 2001. Infolge Arbeitsüberlastung wurde die Kreditabrechnung jedoch nicht erstellt.
6. Das heutige Traktandum 9: Bericht des Gemeinderats betreffend Masterplangebiet / Gestaltung öffentlicher Strassenraum: Hier ist ersichtlich, dass der Gemeinderat dieses Geschäft ohne Zustimmung des Stadtrats umsetzte, dies trotz einer Kostenüberschreitung von CHF 745'000.- und geäusserten raumplanerischer Bedenken.
7. Struktur 2013 & Esplanade: Bei diesem Geschäft mit sehr ambitioniertem Zeitplan vermutet die Fraktion der Grünliberalen, dass der Gemeinderat künstlich Druck ausübt.

Diese Aufzählung ist unvollständig und liesse sich beliebig erweitern. Die Fraktion der Grünliberalen ist noch jung. Sie fragt sich, ob die Anhäufung von fragwürdigen Ereignissen üblich ist, oder ob dies auf das von der GPK beschriebene enorm hohe Tempo zurückzuführen ist.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Sans vouloir répondre à la question qui vient d'être posée, en effet, je pense que ce sont des questions qui mériteraient d'être posées, mais avec les personnes concernées, s'il y a des réponses correctes à donner directement et quand il y a des possibilités d'avoir des réponses, mais pas dans le cadre d'un rapport.

Le Groupe socialiste a pris connaissance de ce rapport avec beaucoup d'intérêt. Nous tenons à remercier la Commission de gestion pour sa rédaction précise. Par la même occasion, nous remercions l'ancienne équipe de la Commission de gestion, puisqu'il s'agit de l'année 2008, de son fructueux travail, qui contribue à la bonne marche du traitement des affaires de cette ville. Nous souhaitons également, par la même occasion, tout de bon à la prochaine équipe de la Commission de gestion et qu'elle puisse effectuer son travail, dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire en ayant toutes les informations en temps voulu. Je vous remercie de votre attention.

Nicati Alain, PRR: Ici, je ne vais pas être très gentil avec les personnes qui se trouvent en face de moi. Lorsqu'on ne sait pas quoi dire d'un rapport, on en cherche

les fautes d'orthographe! Je pense qu'il y a d'autres manières d'étudier un rapport. Je vous remercie de votre attention.

Gurtner Roland, Passerelle: J'aimerais féliciter Monsieur Wiher de ses remarques très critiques, qui ont tout à fait leur place dans le cadre d'un rapport, qui traite justement du travail d'une commission, chargée d'examiner et de passer sous la loupe le travail du Conseil municipal.

Liechti Gertsch Teres, GPK: Zur Präzisierung: Es ist verständlich, dass aufgrund schriftlicher und mündlicher Anmerkungen der GPK, wonach eine Anhäufung von Geschäften vorliege, der Impuls geweckt wurde, die Geschäfte kritisch zu beleuchten. Diese Bemerkungen können verschieden gewertet werden. Ich muss jedoch festhalten, dass die GPK die Geschäfte jeweils zur Genehmigung empfahl und das Parlament sie absegnete. Insofern steht die GPK hinter den Geschäften, und das Parlament muss dasselbe tun. Die Anmerkungen, bzw. Warnungen der GPK waren zukunftsweisend. Es wäre unanständig von uns Parlamentsmitgliedern, wenn wir im Nachhinein ein Geschäft als "faul" bezeichnen würden, nachdem wir es bereits gutgeheissen haben. In diesem Fall wären wir für die Konsequenzen mitverantwortlich.

Baltzer Niklaus, SP: Die GPK hat die Aufgabe, den Gemeinderat zu kontrollieren - würde sie dabei keine Fehler finden, wäre sie überflüssig. Für mich stellt sich die Frage, ob die GPK das, was sie bei ihrer Prüfung findet, offenlegen soll oder nicht. Meiner Meinung nach soll sie es tun und solche Punkte kritisch würdigen. Vorliegend soll aber keine Diskussion über die Politik des Gemeinde-, bzw. des Stadtrats geführt werden, sondern es geht um die Würdigung der Arbeit der GPK. Es ist höchst verdankenswürdig, dass sie so offen zu den wenigen gefundenen Fehlern steht. In diesem Sinn danke ich der GPK für ihre Arbeit.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich möchte nur ganz kurz zu den Äusserungen Stellung nehmen. Die Kritik nehme ich zur Kenntnis. Natürlich möchte der Gemeinderat immer besser werden. Aber vorhin wurde über das Ziel hinausgeschossen. Herren Wiher und Fischer, es geht nicht an, dass Sie - gestützt auf diesen Bericht der GPK - den Gemeinderat generell kritisieren. Herr Wiher, Vieles von dem, was Sie sagten, war falsch. Dem Platz am See wurde im Stadtrat fast einstimmig zugestimmt. Sie waren damals noch nicht im Stadtrat, weil die neue Legislatur noch nicht begonnen hatte. Das Leben ist manchmal etwas komplizierter als Sie es sich vorstellen! Falls gewisse Dinge zu rasch erledigt wurden und es mit den Fristen Probleme gab, so ist der Gemeinderat gerne bereit, mit der GPK darüber zu diskutieren und dem Stadtrat anhand konkreter Beispiele zu erklären, wie solche Abläufe zustande kommen. Es ist jedoch nicht so, dass der Gemeinderat immer die Fristen verpasst! Nach Ihrem Votum könnte man meinen, wir Gemeinderäte seien absolute Chaoten! Dies bestreite ich vehement! Seien wir froh, dass das nötige Geld vorhanden ist und investiert werden kann. Es gibt Geschäfte, bei denen es ein wenig schnell geht, dies aber immer im Interesse der Stadt. Eine Gemeinde, die nicht über die nötigen finanziellen Mittel verfügt, um zu investieren, kann alle Projekte ruhig angehen und hat auch keine Probleme mit der Fristenwahrung. Überlegen Sie also, was Sie hier sagen! Den Tätigkeitsbericht der GPK nehmen wir zur Kenntnis. Es kann aber nicht sein, dass pauschal auf dem Gemeinderat herumgehackt wird! Auch ihm steht das rechtliche Gehör zu. Ich schlage vor, dass sich der Gemeinderat einmal mit

der GPK an einen Tisch setzt und er ihr erklärt, wie es läuft. Die Zeiten sind hektisch und viele Vorlagen sind kompliziert. Aber unsere Stadt geht vor- und nicht rückwärts. Deshalb wollen wir auch nach vorne schauen. Ich bestreite vehement, was die Herren Wiher und Fischer gesagt haben.

Wiher Max, Fraktion GLP: Ich möchte präzisieren, dass die Fraktion der Grünliberalen die Arbeit der GPK verdankt hat. Einzig das hohe Tempo wurde kritisiert. Ich stehe nach wie vor zu meinem Vorwurf, dass der Gemeinderat seinerzeit das Geschäft "Platz am See / Gestaltung" nicht auf Januar 2009 verschieben wollte, mit der Begründung, dass die Bagger im Frühling sonst nicht auffahren könnten.

Vote

Le Conseil de ville **prend connaissance** du Rapport d'activité 2008 de la Commission de gestion.

167. 20090014 Motions et postulats adoptés / délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:

Mairie

1. Postulat 20020486 Erich Fehr / Prolongation de délai
2. Postulat 20030111 Andreas Sutter / Prolongation de délai
3. Postulat 20050092 Alain Nicati / À radier du rôle
4. Motion 20050091 Marc Arnold / Prolongation de délai
5. Postulat 20050099 Claire Magnin / Prolongation de délai
6. Postulat 20060322 Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
7. Postulat 20070078 Roland Gurtner / Prolongation de délai
8. Postulat 20070082 Barbara Schwickert / À radier du rôle
9. Motion 20070266 Carine Zuber / À radier du rôle
10. Motion 20070314 Teres Liechti Gertsch / À radier du rôle

Bösch Andreas, GPK: Ich bin zwar nicht direkt betroffen, aber nach all den lobenden Worten, ist es für mich ein Vergnügen, im Namen der GPK Stellung zu nehmen. Seitens des Präsidialstabs liegen vier Anträge auf Abschreibung und fünf Fristverlängerungen vor. Diese zehn Postulate und Motionen wurden bereits im Stadtrat behandelt und erheblich erklärt. Die GPK geht nicht davon aus, dass sich der Gemeinderat bei einem dieser Vorstösse eines unliebsamen Themas entledigen möchte, oder es zumindest vor sich herschiebt. In einem solchen Fall würde die GPK intervenieren und eine kürzere Frist oder Nichtabschreibung beantragen. Gerade bei den Fristverlängerungen wäre es beim einen oder anderen Thema - je nach politischer Couleur - sicher begrüssenswert, wenn man sich etwas mehr beeilte, aber in den Augen der GPK ist es an den Fraktionen, denn es handelt sich jeweils um politische Motive. Aus diesem Grund nimmt die GPK nicht zu einzelnen Punkten

Stellung. Die GPK-Mitglieder haben die Freiheit, ihren jeweiligen Fraktionen zu folgen.

Bei zwei Geschäften hat die GPK allerdings den Eindruck, dass sie es verdient hätten, hervorgehoben zu werden. Augenfällig ist das Postulat 20070082 Barbara Schwickert, bei welchem über drei Seiten die Argumente zum wichtigen Thema "Lohnungleichheit für Angestellte der Gemeinde" behandelt werden. Gleich wichtig erscheint der GPK der Vorstoss von Herrn Nicati (Postulat 200500092 "Französischsprachige Kaderleute in der Bieler Stadtverwaltung"). Beide überwiesenen Vorstösse als Einzelgeschäfte zu bringen, hätte etwas mehr Wertschätzung aufgezeigt. Wie eingangs erwähnt, sieht es die GPK aber als die Aufgabe der Fraktionen, allenfalls inhaltlich zu intervenieren. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Gurtner Roland, Passerelle: Je me prononce au sujet du postulat 20070078, "Éviter la précarité des fonctionnaires à la retraite". Non seulement je suis déçu, mais je ne comprends pas la prolongation de délai proposée. En novembre 2007 déjà, le Conseil municipal a décidé d'adopter le postulat. Il constatait dans son rapport, que la réglementation actuelle posait de plus en plus de problèmes. En conclusion, il admettait qu'il était nécessaire, je cite: *"Le Conseil municipal considère comme nécessaire le débat approfondi sur la question de l'âge de la retraite au sein de l'Administration municipale, en particulier avec les responsables, les associations de personnel ainsi qu'avec les collaboratrices et collaborateurs concernés"*. On pouvait, dès lors, s'attendre à ce qu'au terme de la période réglementaire de deux ans, le Conseil municipal ait mené ce débat et pris des mesures, en vue de modifier la pratique en vigueur et ce d'autant plus, qu'en août 2008, Pierre Ogi remettait à la charge une motion allant dans le même sens. Or, dans le bref rapport que nous avons sous les yeux, il n'y a absolument rien qui justifie une prolongation de délai. Je rappelle l'art. 42 du Règlement du Conseil de ville (RDCo 151.21): alinéa 1, *"Le Conseil municipal exécute aussi vite que possible, mais au plus tard dans les deux ans qui suivent leur adoption, les motions et postulats adoptés qui ne fixent aucun délai"*.

Alinéa 2, "Si la réalisation s'avère impossible dans le délai imparti, le Conseil municipal soumet une demande de prolongation, avant l'échéance dudit délai, au Conseil de ville".

Je demande au remplaçant de Monsieur Stöckli, qui malheureusement n'est pas là pour me répondre, de bien vouloir préciser:

- Qu'a entrepris le Conseil municipal dans cette affaire depuis deux ans?
- Quelles discussions a-t-il menées avec les responsables, les associations du personnel et les employés concernés?
- Pour quelle raison la réalisation du postulat s'est elle avérée impossible dans le délai imparti?

La réponse à ces questions aurait dû se trouver dans la demande de prolongation. Je m'attendais aujourd'hui à ce que le Conseil municipal présente un rapport plus étoffé, qui rende compte de son travail et qui propose de rayer ce postulat du rôle. Au lieu de cela, il demande deux ans supplémentaires pour le réaliser. En somme nous devrions refuser de prolonger le délai. **Je demande de raccourcir ce délai d'une année, c'est à dire à fin août 2010.**

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Je parle du postulat 20050092, "Cadres romands dans l'Administration biennoise". La Commission de gestion a relevé qu'il fallait s'occuper du nombre de romands dans l'Administration et particulièrement chez les cadres supérieurs. Aujourd'hui, nous les avons. Merci au Conseil municipal d'avoir participé à obtenir ce nombre de romands, en attribuant le poste de chancelière à une romande. Nous pouvons donc rayer le postulat du rôle.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die zustimmenden Voten. Zum Postulat 20070078, "Éviter la précarité des fonctionnaires à la retraite" wurde eine Frage gestellt. Diese kann ich leider nicht beantworten. Sie hätten mir diese Frage früher stellen sollen... Zur Fristverlängerung: Es handelt sich um einen komplexen Vorstoss. Da eine Reglementsänderung notwendig ist, benötigt dies Zeit. Vorhin wurde dem Gemeinderat vorgeworfen, er mache zu schnell vorwärts... Wenn Sie die Realisierungsfrist tatsächlich kürzen, ist es illusorisch, die Reglementsänderung samt Vernehmlassung durchzuführen. Wenn Sie realistisch sein wollen, müssen Sie die Frist so belassen. Alles Andere wäre unseriös. Der Stadtrat kann natürlich der Fristverlängerung zustimmen. Die Chance ist jedoch gross, dass der Gemeinderat dann erneut eine Fristverlängerung verlangen wird. Soviel kann ich im Namen des Gemeinderats sagen.

Vote

- sur la proposition de Monsieur Roland Gurtner, de raccourcir d'une année le délai de réalisation concernant le postulat 20070078, c'est à dire à fin août 2010

La proposition est refusée.

- sur le projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 26 juin 2009 concernant «Motions et postulats adoptés / délai de 2 ans (Mairie)», et s'appuyant sur les art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Pour le postulat 20020486, Erich Fehr, SP, «Un souvenir symbolique d'Expo.02», il est accordé une prolongation de délai jusqu'à fin août 2011.
2. Pour le postulat 20030111, Andreas Sutter, UDC, Forum Biel/Bienne, «De l'arteplage à la "Plage des arts et des loisirs"» il est accordé une prolongation de délai jusqu'à fin août 2011.
3. Le postulat 20050092, Alain Nicati, PRR, Forum Biel/Bienne, «Cadres romands dans l'Administration biennoise» est radié du rôle comme étant réalisé.
4. Pour la motion 20050091, Marc Arnold, SP, «Déréglementation du service public par les portes de derrière de l'OMC», il est accordé une prolongation de délai jusqu'à fin août 2011.
5. Pour le postulat 20050099, Claire Magnin, Les Verts Bienne, «Bienne, "zone hors AGCS"», il est accordé une prolongation de délai jusqu'à fin août 2011.
6. Pour le postulat 20060322, Daphné Rüfenacht, Verts Bienne, «Collaboration avec Mobility», il est accordé une prolongation de délai jusqu'à fin octobre 2010.

7. Pour le postulat 20070078, Roland Gurtner, hors parti, «Eviter la précarité des fonctionnaires à la retraite», il est accordé une prolongation de délai jusqu'à fin août 2011.
8. Le postulat 20070082, Barbara Schwickert, Les Verts Bienne, «Égalité de salaires entre femmes et hommes à titre expérimental» est radié du rôle comme étant réalisé.
9. La motion urgente 20070266, Carine Zuber, PSR, «Dispositions réglementaires concernant le domicile des membres des commissions scolaires» est radiée du rôle comme étant réalisée.
10. La motion urgente 20070314, Teres Liechti Gertsch, SP, «Studio d'opéra, séminaire de rythmique et formation théâtrale sous un même toit à Bienne» est radiée du rôle comme étant réalisée.

Direction des finances

Pas de rapport

Direction de la sécurité

Postulat 20070077 Sonja Gurtner / À radier du rôle

La parole n'est pas demandée.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture

1. Postulat 20060409 Michèle Morier-Genoud / À radier du rôle
2. Postulat 20070081 Alain Nicati / À radier du rôle
3. Postulat 20070146 Teres Liechti Gertsch / À radier du rôle
4. Motion 20070154 Ariane Tonon / À radier du rôle

Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion: Les quatre interventions concernées par la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture sont réalisées et par conséquent le Conseil municipal propose de les radier du rôle. En ce qui concerne les deux premières, le postulat 20060409, "Pour une politique de solidarité avec le 3^{ème} âge" et le postulat 20070081, "Bilinguisme: vue d'ensemble", ils sont inscrits dans les Points forts du Conseil municipal. J'aimerais souligner l'importance du postulat 20060409. Il a suscité une étude étendue sur ce sujet et a permis de mettre en lumière les lacunes existantes. Si le Conseil municipal ne s'est pas senti obligé de produire un rapport au Conseil de ville, la population a néanmoins été informée par voix de presse. Un rapport est disponible à la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. Je vous recommande de le lire. Il est intéressant et contient un certain nombre de propositions. Pour ma part, j'attends de voir se réaliser le projet-pilote annoncé.

Les deux interventions suivantes, postulat 20070146, "Sauvegarde des places pour enfants en familles d'accueil" et 20070154, "Plus de convivialité dans les cours des écoles biennoises" sont radiées du rôles avec la mention "*font partie des tâches permanentes de la direction*". Les objets des quatre interventions se retrouvent dans les Points forts de la politique municipale 2009 - 2012. C'est pourquoi la Commission de gestion vous recommande d'accepter la proposition du Conseil municipal et restera attentive à ce que les tâches permanentes soient assumées et documentées. Merci de votre attention.

Morier-Genoud Michèle, PSR: En tant qu'auteur du postulat 20060409, "Pour une politique de solidarité avec le 3^{ème} âge", j'ai un souhait: malgré les mesures de restriction annoncées au Budget 2010, j'aimerais que le Conseil municipal donne vraiment de l'importance à ce domaine et surtout, qu'il s'attèle à réaliser une planification sérieuse afin de permettre la mise en place du projet- pilote, dans des délais acceptables. Il me semble que c'est indispensable, vu les défis qui vont nous tomber dessus l'année prochaine, notamment déjà dans le financement cantonal, en ce qui concerne les homes pour personnes âgées ou d'autres prestations. Merci de votre attention.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: J'aimerais répondre à Madame Morier-Genoud et lui dire, que l'intention de la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture est de définir ce projet et de l'amener au Conseil municipal. Vous avez fait un parallèle entre les difficultés budgétaires et ce projet. Lorsqu'on parle de projet, on cherche d'autres sources de financement que le budget. Le Conseil municipal a alimenté un financement spécial pour les projets sociaux et c'est de ce financement spécial que devrait venir les ressources. Néanmoins, un des problèmes qui se pose est de savoir si un tel projet aura des conséquences budgétaires par la suite. Ce sujet devra être analysé et discuté avec le Conseil municipal. L'étude que nous avons faite démontre clairement, que les besoins existent dans ce domaine et que certains sont plus urgents que d'autres. Le projet devra reposer sur l'application de priorités. Depuis cet été, le Conseil municipal s'est surtout occupé de la préparation du budget. Il aura maintenant davantage le loisir pour se repencher sur la question de la politique du 3^{ème} âge et prendre une décision complète.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

Direction des travaux publics

1. Motion 19980046 Marc Arnold / À radier du rôle
2. Postulat 19980142 Paul Blösch / Prolongation de délai
3. Postulat 19990057 Alain Nicati / À radier du rôle
4. Postulat 20000484 Martin Wiederkehr / Prolongation de délai
5. Motion 20010036 Peter Moser / Prolongation de délai
6. Postulat 20020095 Monique Esseiva / Prolongation de délai
7. Postulat 20020165 Monique Esseiva / Prolongation de délai

8. Postulat 20030048 Peter Moser / Prolongation de délai
9. Postulat 20030584 Urs Wendling / À radier du rôle
10. Postulat 20040116 Barbara Schwickert / Prolongation de délai
11. Postulat 20050131 Antoine Steiner / Prolongation de délai
12. Postulat 20050258 Martin Wiederkehr / Prolongation de délai
13. Postulat 20050368 Martin Rüfenacht / Prolongation de délai
14. Motion 20050485 Peter Moser / À radier du rôle
15. Postulat 20060050 Peter Mischler / À radier du rôle
16. Postulat 20060144 Martin Wiederkehr / À radier du rôle
17. Postulat 20060345 Erich Fehr / Prolongation de délai
18. Postulat 20060412 Peter Moser / À radier du rôle
19. Motion 20070074 Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
20. Postulat 20070075 Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
21. Postulat 20070076 Pascal Fischer / Prolongation de délai
22. Postulat 20070153 Patrick Calegari / À radier du rôle
23. Postulat 20070190 Olivier Ammann / Prolongation de délai
24. Postulat 20070191 Peter Mischler / À radier du rôle
25. Motion 2070218 Heidi Stöckli Schwarzen / Prolongation de délai

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Die GPK empfiehlt, die Frist für die Vorstösse 4 (Postulat 20000484 Martin Wiederkehr "Bessere Sicherheit in den Quartierstrassen Haldenstrasse, Fuchsried, Tscheneyweg"), 6 (Postulat 20020095 Monique Esseiva "Geyisried Nord-Süd, Zone 30") und 7 (Postulat 20020165 Monique Esseiva "Tempo 30 im Einzugsgebiet von Schulen") nicht um zwei weitere Jahre zu verlängern. Für die GPK ist nicht einsichtig, weshalb seit dem Einreichen dieser Vorstösse (2000 und 2002) nichts passiert ist, und warum die Angelegenheit nach dem Wechsel der Zuständigkeit (von der Sicherheits- zur Baudirektion) weiter hinausgeschoben wird. Die GPK findet dies inakzeptabel. Deshalb beantragt die GPK für alle erwähnten Vorstösse, lediglich eine Fristverlängerung von einem Jahr zu gewähren. Ferner erwartet sie für August 2010 erste konkrete Lösungsvorschläge und Umsetzungsmassnahmen. Schliesslich hat der neu geschaffene Fachbereich "Verkehr" der Baudirektion seit Juni 2009 einen neuen Leiter. Die GPK nimmt an, dass der Gemeinderat nicht riskieren will, dass wie in Vingelz weitere Tempo-30-Schilder ohne ordentliches Verfahren aufgestellt werden...

Moser Peter, FDP: Zuerst eine Vorbemerkung zum neuen Podest: Frau Liechti, die weniger Kleinen haben jetzt mehr Probleme und die ganz Grossen noch grössere. Ich muss dafür sorgen, dass ich keinen Buckel kriege, wenn ich ins Mikrofon spreche. Aber ich bin es gewohnt, mich anzupassen. Ich spreche zu Punkt 14 (Motion 20050485 Peter Moser "Für einen besseren Verkehrsfluss auf der Achse Mühlebrücke - Seevorstadt - Neuenburgstrasse / Ländtstrasse"): Diese ist in vier Punkte unterteilt. Drei Punkte betreffen die Verkehrsachse, einer Organisatorisches. Der Gemeinderat will die Motion abschreiben und macht geltend, dass die Anliegen mit der Sanierung und Neugestaltung der Nordachse bis zur Mühlebrücke erledigt seien. Ich bin nicht gleicher Meinung. Die Punkte 1 und 3 betreffen die gesamte Nordachse (bis zum Seefels-Kreisel). Dort gibt es grosse Probleme. Zu Punkt 4: Bereits vor der Realisierung des Projekts "Esplanade" müsste dafür gesorgt werden, dass die beiden Direktionen Sicherheit und Bau zusammengebracht werden. Bei der Baudirektion läuft es bezüglich einzelner Projekte nicht so, wie es sollte: Verkehrsplanung und -lenkung sollten zusammen beurteilt werden. Man könnte

nämlich Zeit sparen, wenn die beiden Direktionen das Problem gemeinsam angehen würden. **Ich beantrage also, die Motion 20050485 nicht abzuschreiben, sondern eine Fristverlängerung nur bis 2011 zu gewähren.**

Wiederkehr Martin, SP: Ich spreche jetzt zu **Punkt 16 Postulat 20060144**, Martin Wiederkehr "Durchfahrt für Fahrräder bei verbotener Fahrtrichtung". Das Postulat hat zwei Punkte. Die Antwort des Gemeinderats bezieht sich aber nur auf den ersten Punkt. Auf Punkt 2 wird nicht Bezug genommen. Die Nachfrage beim Gemeinderat hat ergeben, dass es sich um einen Fehler handelt. Das Postulat ist damit **nicht abzuschreiben, sondern die Realisierungsfrist soll um 2 Jahre verlängert werden**. Entsprechende Massnahmen wurden nämlich bereits eingeleitet. Das Anliegen, so wie ich es bereits 2006 vorgebracht habe, ist realisierbar. Danke für Ihre Unterstützung.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für Ihre Zustimmung zu den meisten Anträgen. Die Baudirektion präsentiert rein zahlenmässig jeweils am meisten Vorstösse, deshalb gibt es hier auch am meisten zu diskutieren. Die GPK-Sprecherin kritisierte die Punkte 4, 6, und 7. Ich kann damit leben, wenn Sie die Fristen verkürzen, dann arbeitet die Baudirektion halt ein wenig schneller, Herr Wiher (diese Bemerkung konnte ich mir nicht verkneifen...). Frau Stöckli Schwarzen, die Baudirektion ist daran, Massnahmen umzusetzen - weil sie jetzt einen Verkehrsbeauftragten hat. Deshalb widersetzt sich der Gemeinderat der Fristverkürzung für diese drei Vorstösse nicht. Herr Moser, es ist nicht falsch, was Sie gesagt haben. Auch hier kann ich mit dem Vorschlag leben, diese Motion nicht abzuschreiben. Beim Vorstoss von Herrn Wiederkehr ist der Baudirektion effektiv ein Fehler unterlaufen. Ein Projekt, welches das Problem lösen wird, befindet sich in der Pipeline. Dazu werden aber zwei Jahre benötigt. Somit kann ich mit allen gestellten Änderungsanträgen leben. Danke!

Vote

- sur la proposition de la Commission de gestion concernant le point 4

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de la Commission de gestion concernant le point 6

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de la Commission de gestion concernant le point 7

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Moser concernant le point 14

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Wiederkehr concernant le point 16

La proposition est acceptée.

- sur le projet d'arrêté, y compris les amendements adoptés

Vu le rapport du Conseil municipal du 26 juin 2009 concernant les motions et postulats adoptés, délai de 2 ans (Direction des travaux publics), et s'appuyant sur les art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. La motion 19980046, Marc Arnold, SP, «Éclairage de nuit et sécurité aux Prés-de-la-rive», est radiée du rôle comme étant réalisée.
2. Pour le postulat 19980142, Paul Blösch, PEV, «Entrée sud plus attrayante des Gorges du Taubenloch», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
3. Le postulat 19990057, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, «Avenir de l'école Dufour», est radié du rôle comme étant réalisé.
4. Pour le postulat 20000484, Martin Wiederkehr, SP, «Sécurité accrue dans les rues de quartiers: rue du Coteau, Fuchsenried et chemin de la Chênaie», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août **2010**.
5. Pour la motion 20010036, Peter Moser, FDP, «Examen de l'aménagement des rives du lac», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
6. Pour le postulat 20020095, Monique Esseiva, PDC, «Geyisried Nord-Sud, Zone 30 km/h», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août **2010**.
7. Pour le postulat 20020165, Monique Esseiva, PDC, «Limite 30 km/h dans les zones de recrutement des écoles», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août **2010**.
8. Pour le postulat 20030048, Peter Moser, FDP, «Plan lumière: concept d'éclairage pour Bienne», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
9. Le postulat 20030584, Urs Wendling, FDP, Forum Biel/Bienne, «Limitation à 30 km/h à la route de la Montagne-de-Diesse et au chemin des Bourguignons», est radié du rôle comme étant réalisé.
10. Pour le postulat 20040116, Barbara Schwickert, Les Verts Bienne, «Développement durable», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2010.
11. Pour le postulat 20050131, Antoine Steiner, PSR/JSB, «Une place de la Gare plus conviviale», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
12. Pour le postulat 20050258 Martin Wiederkehr, SP, «Mise en valeur de la rue Dufour jusqu'au croisement du Marché-Neuf», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
13. Pour le postulat urgent 20050368, Martin Rüfenacht, FDP, «Suppression du bruit causé par les trains ICN des CFF», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
14. Pour la motion urgente 20050485, Peter Moser, FDP, «Pour un meilleur flux de la circulation sur l'axe Pont-du-Moulin – Faubourg du Lac – Route de Neuchâtel – Rue du Débarcadère», **il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011**.
15. Le postulat 20060050, Peter Mischler, SP, «Bus gratuits pour la fête fédérale du 31 juillet», est radié du rôle comme étant réalisé.

16. Pour le postulat 20060144, Martin Wiederkehr, SP, «Passage pour cyclistes dans les rues à sens interdit», **il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.**
17. Pour le postulat 20060345, Erich Fehr, SP, «Réalisation d'une carte de mobilité pour Bienne et sa région», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
18. Le postulat 20060412, Peter Moser, FDP, «Desserte des Champs-de-Boujean par les transports publics», est radié du rôle comme étant réalisé.
19. Pour le postulat 20070074, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, «Protection de l'environnement - Réduction de la consommation d'énergie», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
20. Pour le postulat 20070075, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, «Protection de l'environnement - Restructuration du secteur énergétique», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
21. Pour le postulat 20070076, Pascal Fischer, PSL, «Déplacement de l'arrêt de bus Rue de l'Hôpital», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
22. Le postulat 20070153, Patrick Calegari, UDC, «Ouverture des toilettes publiques municipales toute l'année», est radié du rôle comme étant réalisé.
23. Pour le postulat 20070190, Olivier Ammann, PRR, «Taxis au centre-ville», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2011.
24. Le postulat 20070191, Peter Mischler, SP, «Prolongation des heures d'ouverture des W.-C. publics des installations sportives», est radié du rôle comme étant réalisé.
25. Pour la motion urgente 20070218, Heidi Stöckli Schwarzen, SP, «Mise en réseau de la planification pour la halle de gymnastique de la Plänke», il est accordé une prolongation de délai jusqu'au 31 août 2010.

168. Interpellation 20080382, Hugo Rindlisbacher, Groupe PSL, "Bienne est-elle la mecque des récalcitrants au retour?"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

L'interpellant est **satisfait** de la réponse.

Fischer Pascal, Fraktion SVP/FPS: Die Fraktion SVP/FPS dankt dem Gemeinderat für die Beantwortung dieser Interpellation. Offenbar gibt es pro Jahr nur zwei bis vier Fälle nichtrückweisungswilliger Personen, deshalb kann unsere Fraktion mit der Beantwortung leben.

Némitz Cédric, au nom du Groupe socialiste: L'interpellation déposée par le PSL appelle deux brèves remarques sur le fond. Juridiquement, les procédures appliquées par la Ville de Bienne sont correctes. Elles permettent de gérer la délivrance des permis B sans excès de générosité, puisque les permis ne sont pas renouvelés automatiquement en cas de séparation. Éthiquement et humainement, elles sont également correctes, car un délai raisonnable de six mois est respecté avant d'entériner une séparation. Il faut rappeler, que lorsqu'il s'agit de la vie personnelle des gens et des familles, il convient de rester attentif aux enjeux humains. Cette interpellation n'appelle donc pas grand débat.

Néanmoins, voici quelques observations sur la forme:

- L'intitulé de cette interpellation se veut explicitement polémique. Une interpellation légère sur le fond, mais aguicheuse sur la forme. Les auteurs montrent ainsi qu'ils ne sont pas tellement intéressés par les solutions à trouver, mais bien plus par les effets de manche. Il est moralement douteux de chercher ainsi à exploiter les réflexes les plus vifs et les plus vils.
- L'interpellation se fonde sur un simple courrier personnel, vieux de quatre ans. Ici, la question du sérieux de notre travail parlementaire se pose! Le Conseil de ville mérite mieux et surtout plus solide pour fonder ces débats.
- L'interpellation compare la Ville de Bienne à la ville d'un pèlerinage d'une grande religion. Il est piquant d'observer, que dans une ville de pèlerinage, on n'y reste justement pas pour s'y installer. La métaphore paraît séduisante mais elle est malheureusement tristement inadéquate.

169. Interpellation 20090029, Alain Pichard, Verts libéraux, "Résiliation des directions d'écoles primaires du 8 décembre 2008"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

L'interpellant **n'est pas satisfait** de la réponse.

Pichard Alain, GLP: In der Beantwortung schreibt der Gemeinderat, ich zitiere: *"Das Verfahren wurde von der Zentralschulkommission so beschlossen... und schliesslich von allen beteiligten Schulkommissionen gestützt."* Das ist nicht ganz korrekt. Der sozialdemokratische Kommissionspräsident, Gunar Steiger aus Bözingen, weigerte sich zuerst, zu unterschreiben. Er begründete dies mir gegenüber mit folgenden Worten: *"So etwas kann ich nicht unterzeichnen. Ich kenne meine Leute. Das Verfahren ist eine Schikane und so geht man nicht verdientem Personal um."* Schliesslich unterschrieb er aber doch. Ich zitiere ihn jetzt noch einmal: *"Ich musste unterschreiben. Ansonsten hätte ich damit rechnen müssen, dass meine KollegInnen nicht angestellt würden."* Was ist geschehen? In der Stadt Biel wurde ein neues Schulreglement eingeführt. Ein ganz normales Verfahren, wie es auch in Thun, Bern und Langenthal durchgeführt wurde. Gewisse Schulleitungen wurden neu verteilt, wobei sich alle Bisherigen wieder bewarben, alle mit gleichen, bzw. nur minim veränderten Pensen. Dann wurden sogenannte Anstellungs-Kündigungen vorgenommen. Auch dies, ein normales Prozedere. Ich kann Ihnen allerdings versichern, dass keine Stadt das Verfahren so abwickelte, wie dies in Biel der Fall war. In Biel gab es enorm viele Umtriebe, wobei ich auch als Gewerkschaftsmitglied spreche. Mein Telefon klingelte noch und noch und meine Mail-Box war voll. Stellen Sie sich einmal vor: Am 7. Dezember 2008 erhielten meine KollegInnen die Kündigung. Lehrkräfte, die seit 30 Jahren in unserer Stadt unterrichten, wurden aufgefordert, ihr komplettes Bewerbungsdossier inklusive Lebenslauf, Kursbestätigungen und Zeugnissen sowie einem Motivationsschreiben, warum sie sich gerade auf diese Stelle bewerben, einzureichen. Darauf folgte ein einstündiges Bewerbungsgespräch. Wenn eine Stelle neu besetzt werden muss, ist ein solches Vorgehen absolut richtig. Aber für einen Heinz Haldimann, der seit 34 Jahren in Biel als Lehrer amtiert oder für Thomas Lachat (der mit mir das Lehrerseminar besucht hat)

macht dies wenig Sinn, da sie allen bekannt sind! Verstehen Sie mich nicht falsch. Ich bin nicht der Meinung, dass alle Schulleiter übernommen werden müssten. Im Gegenteil! Liegen berechnete Zweifel vor, so soll dieser Fall meiner Meinung nach genau geprüft werden und die fragliche Person allenfalls nicht gewählt werden! Das ist für mich klar. Aber die erwähnten Fälle erstaunten mich doch sehr. Die Schulkommissionsmitglieder haben teilweise bereits seit Jahren zugesehen, wie umstrittene Schulleitungen, welche sich beispielsweise weigerten, sich weiter zu bilden, im Amt verblieben, ohne sich von ihnen zu trennen.

Ein anderes Beispiel: Schulleiter trat aus gesundheitlichen Gründen zurück. Zwei junge Frauen traten seine Nachfolge an und gaben dieser Schule ein erfreuliches Gepräge und neue Führungsstrukturen. Ich kann Ihnen versichern, dass es diese verletzt hat, dass sie sich dem ganzen Verfahren stellen mussten. Wir können uns dies nicht leisten. Die Stadt Biel hat wirklich Probleme, gute Lehrkräfte engagieren zu können. Zwei Schulleitungen haben bereits gekündigt, eine Person hatte ein Burn-out. Vom 7. Dezember 2008 an hatten die Lehrkräfte genau einen Monat Zeit, um ihr Bewerbungsdossier einzureichen. Dieses Datum fällt genau in jene Zeit, in welcher erwartungsgemäss sehr viel läuft: Feste, Schulberichte, viele Elterngespräche. Die Schulleitungen "laufen auf dem letzten Zacken"! Ich weiss nicht, wie viele Stunden verbraten wurden mit Leuten, die man bestens kennt. Vielleicht hat die Verwaltung so viel Zeit, aber ich kann Ihnen versichern, dass die Schulleitungen diese nicht haben!

Der Gemeinderat schreibt, es habe ein legitimes Interesse vorgelegen, zu erfahren, welches die Haltung der Schulleitungen zu existenziellen und wichtigen Schulprojekten der Stadt Biel sei. Dies finde ich absolut richtig. Gegen ein Gespräch mit einem solchen Inhalt wehre ich mich nicht. Hingegen frage ich mich, weshalb nur die PrimarschulleiterInnen aufgeboten wurden und weshalb nicht auch die Schulleitenden der Oberstufen. Diese unterstehen ebenso dem neuen Schulreglement. Ich kann Ihnen sagen, was in diesen Kreisen gesagt wird: "Bei uns hat man sich dies nicht getraut." Zum Schluss möchte ich noch etwas anderes hinzufügen:

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je demande à Monsieur Pichard de conclure.

Pichard Alain, GLP: Eine Schulleiterin hat anderthalb Jahre in die Vorbereitung ihres Bildungsurlaubs investiert. Ein Jahr lang ging der Schriftenverkehr hin und her. Als der Urlaub schliesslich bewilligt wurde, ging die Suche nach einer Stellvertretung los. Es liess sich keine finden. In der letzten Bewerbung, die eintraf, war als Anrede zu lesen: "*Hoi Biel!*"! Die Schulinspektorin riet der Leiterin, ihren Urlaub trotzdem anzutreten, weil er ihr zustehe. Sie verzichtete allerdings darauf. Ich kann Ihnen versichern, dass - wenn sie den Urlaub trotzdem angetreten hätte - die Stadt mit einer zweiten "gekippten" Klasse in die Schlagzeilen geraten wäre!

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Pichard, votre temps est écoulé. Je vous demande de conclure.

Pichard Alain, GLP: Angesichts solcher Mitarbeiter ist das beschriebene Verfahren vorsichtig gesagt "ineffizient" und übertrieben.

Stöckli Schwarzen Heidi, SP: Ich möchte dem Gemeinderat nicht vorgreifen. Er soll dann die Antwort geben. Der Schlagabtausch wurde ja teilweise bereits in den Medien geführt. Ich möchte dazu nur sagen: Normalerweise ist es so dass, wenn man ein neues Anforderungsprofil kreiert, auch ein Anstellungsgespräch geführt wird. Es ist nicht so, dass das bisherige Personal die genau gleichen Pflichten und Aufgaben übernommen hat. Vom Kanton kamen neue Aufgaben dazu. Ich spreche von der Lehreranstellung und so weiter. Die Verantwortung für die ganze Schule, alles was die Kommission bis jetzt getan hat, geht an die Schulleitung über. Es ist ganz klar, dass der Kanton erwartet, dass ausgebildete Schulleitungen angestellt werden oder Fachkräfte, die diese Ausbildung momentan absolvieren. Ich denke, wenn ein neues Anstellungsprofil erstellt wird und das ganze Schulreglement ändert, dann nimmt die Stadt ihre Verantwortung wahr, wenn sie genau hinschaut und überprüft, ob diese Leute den neuen Anforderungen gewachsen sind, und ob sie die notwendige Ausbildung haben oder im Begriff sind, diese zu absolvieren. Was die Oberstufe anbelangt denke ich, ist es ganz klar. Der Kanton sagt, dass es für die Oberstufe noch kein neues Anforderungsprofil braucht. Dies ist noch nicht an der Reihe, aber was nicht ist, kann noch werden. Bei der Oberstufe kann nicht von den gleichen Voraussetzungen ausgegangen werden. Was die anderen Gemeinden anbelangt, ist es so, dass zum Beispiel Bern sagt, sie hätten es gerne so gemacht, seien aber vom Schulinspektorat abgewiesen worden. In Muri hingegen wurden Neuanstellungen vorgenommen, aber dort gab das Schulinspektorat grünes Licht. Dort wurde besser überprüft, und es lief in eine ähnliche Richtung wie hier in Biel.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Il y a trois ou quatre ans, la Ville de Bienne s'est donnée des buts extrêmement ambitieux en matière d'organisation des écoles publiques. Le cadre cantonal a changé, le rôle des directions d'écoles a changé et s'est considérablement renforcé. Ces facteurs ont mené la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture et finalement le Conseil municipal, à proposer une révision complète du Règlement scolaire. Les autres grandes villes du Canton, comme Berne et Thounne, ont aussi cherché à aller dans cette direction. Nulle part, ils ont réussi à changer les choses d'une manière aussi complète que chez nous. Cette révision a demandé un engagement extrêmement fort de la part de toutes les personnes impliquées. Je pense aux commissions d'écoles, au Département écoles et sport, à la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture et naturellement aussi au Conseil de ville, qui a approuvé ce changement au mois de mai 2008. Au cours de l'année scolaire 2008-2009, il a fallu mettre en œuvre ce Règlement et cela s'est réalisé de la meilleure manière possible. En été de l'année dernière, nous avons pu craindre que l'on n'y parvienne pas. Je pense en particulier à la réorganisation des entités scolaires. Comme vous le savez, les anciennes écoles, qui avaient un directeur à leur tête, ont été réorganisées dans des entités scolaires, avec une moyenne de plus de douze classes. Ce sont des entités multi-sites. Il est tout à fait naturel que les anciens directeurs perdaient ainsi leur fonction et cherchaient à obtenir une nouvelle fonction. Ils devenaient ainsi responsables, non seulement de quelques classes dans un collège, mais de quelques classes dans plusieurs collèges. Il s'agit donc d'un nouveau cahier des charges pour la nature même de la fonction et d'un nouveau cahier des charges pour le site et pour l'endroit dans lequel le travail se déroule. Nous sommes parvenus à cette énorme réforme, sans conflits majeurs. Nous avons lu dans la presse et vous avez pu vous en rendre compte, qu'à certains

moments, les choses étaient un peu sensibles dans une ou deux écoles de langue française. Sinon, tout s'est passé d'une manière extrêmement "soft".

Je voudrais saisir l'occasion pour remercier l'artisan principal de ces changements, c'est-à-dire Monsieur Peter Walther, mais également les président(e)s et les membres des commissions scolaires. Ils ont accompli une tâche totalement remarquable. Ces réformes sont maintenant entrées en vigueur. Le règlement fonctionne et les deux nouvelles commissions ont siégé par la première fois. Tout cela est très prometteur.

Pour le reste, nous avons entendu les explications et les réflexions de Monsieur Pichard. Je ne veux pas les commenter. Simplement une remarque: les écoles secondaires n'ont pas changé de structure et c'est la raison pour laquelle, les directeurs et directrices des écoles secondaires n'ont pas du subir le même processus. Les directeurs et directrices des écoles primaires et des écoles enfantines ont été concernés par ces changements. Je vous remercie de votre attention.

170. Motion 20090135 Martin Rüfenacht, FDP, "Modification de l'ordonnance en vue de l'engagement dissimulé de contrôleurs de prestations"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Rüfenacht Martin, FDP: Ich danke dem Gemeinderat für die rasche Antwort. Natürlich bin ich enttäuscht, bin aber auch Realist. Mit einer solchen Antwort musste ich rechnen, hatte aber auch die Hoffnung, dass die Verordnung für einen verdeckten Einsatz von Sozialinspektoren angepasst würde. Wenn die Stadt Biel schon in einem Pilotprojekt mitmacht, hätte sie gut daran getan und es wäre wichtig gewesen, dass sie ihre Position diesen Gemeinden klar dargelegt hätte. Von den Verantwortlichen - auch in der Stadt Biel - wurde es klar begrüsst, dass zum Beispiel verdeckt ermittelnde Inspektoren zugelassen werden. In Biel will man dies nicht, aber scheinbar kann man es auch nicht. Es ist schade, dass nicht an einen Tisch gesessen und die Gelegenheit wahrgenommen wird, als Stadt Einfluss geltend zu machen. Ich bedaure dies und **ziehe meine Motion zurück.**

171. Postulat urgent 20090095, Roland Gurtner, Passerelle, "Accueil extrafamilial pendant les vacances scolaires"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose de rejeter les points 1 et 2, d'adopter le point 3 et d'adopter et de radier du rôle le point 4 du postulat urgent.

Gurtner Roland, Passerelle: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse très détaillée. J'aimerais préciser, que si cette intervention urgente, déposée en mars 2009, n'est traitée qu'aujourd'hui (en principe la réponse devait être traitée deux mois après), ce n'est pas la faute du Conseil municipal. Il a répondu dans les délais, mais le Bureau du Conseil de ville ne l'a pas mise à l'ordre du jour avant, en raison d'un ordre du jour surchargé.

Au moment du dépôt de cette intervention, aucune garantie ne pouvait être donnée, que tous les enfants, dont les parents en font la demande, ne trouveraient une place d'accueil pendant les vacances d'été. Aujourd'hui je constate, que les informations dont nous disposons sont rassurantes. Il ressort de l'article paru dans le Bieler Tagblatt du 10 août 2009 et de l'entretien, que j'ai eu avec le responsable Monsieur Peter Walther du Département Écoles et Sport, que tous les parents concernés ont reçu l'information de l'offre d'accueil pendant les vacances d'été. Les parents ont donc eu la possibilité d'inscrire leurs enfants et aucune demande n'a été refusée. L'offre sera également proposée pendant les vacances d'automne.

Pour 2010, les frais occasionnés à la Ville par cette prise en charge pendant les vacances figureront au budget. Le Conseil municipal nous assure également que l'offre sera adaptée à la demande. Il y a donc à Bienne, comme dans d'autres villes, la volonté politique de généraliser l'accueil des enfants durant les vacances, dans tous les quartiers de la Ville, par le biais des écoles à journée continue et ceci, même que les frais ne soient pas pris en charge par le Canton. C'est réjouissant, car la population, les parents, mais aussi les milieux économiques n'auraient pas compris, que ce qui se fait à Berne et à Lyss ne soit pas aussi possible à Bienne, dont les finances se portent mieux que partout ailleurs dans le Canton. La conférence de presse de ce lundi a malheureusement fait oublier cette réalité. Il reste à communiquer clairement, que cette prestation de la Ville de Bienne est importante pour son image de ville favorable aux familles.

J'ai une question à Monsieur Moeschler: est-il prévu de publier cette offre, d'une part sur le site internet de la Ville, à l'exemple de la Ville de Berne avec sa "Ferieninsel" et d'autre part dans le Journal de la Ville de Bienne "0-18, Bienne pour les enfants et les jeunes"? Le dernier numéro ne mentionne nulle part l'accueil pendant les vacances.

Concernant les propositions du Conseil municipal sur les quatre points du postulat, ma position est la suivante. Je constate avec satisfaction que le Conseil municipal propose d'adopter les points 3 et 4, le point 4 pouvant être radié du rôle comme étant réalisé. Je comprends et j'accepte que le point 2 soit rejeté, car il est préférable de réaliser les enquêtes directement auprès des parents dont les enfants fréquentent les écoles à journée continue, que par les directions d'écoles, comme je le demandais. En revanche, je ne comprends pas pourquoi le Conseil municipal propose de rejeter le point 1. À mon avis, ce point est réalisé, puisque nous venons de le voir, cet accueil pendant les vacances 2009 est garanti. Je dois dire que je ne comprends pas du tout le motif de ce refus. Que signifie la phrase: "*Compte tenu du fait qu'un postulat doit être réalisé et radié du rôle dans le délai réglementaire de deux ans impossible à respecter pour le premier point*". Il doit s'agir d'une erreur car nous avons déjà réalisé ce qui pourrait être réalisé dans les deux ans! **Je demande donc que le point 1 soit adopté et radié du rôle comme étant réalisé.**

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: Le Parti socialiste attache une grande importance à la question de l'accueil extrafamilial pendant les vacances scolaires: une offre d'accueil répartie d'une politique familiale à caractère sociale, une politique qui vise non seulement la promotion de la petite enfance, mais aussi le soutien aux familles, particulièrement aux familles monoparentales, une politique qui permet d'augmenter la qualité de vie des familles et augmente l'attractivité de notre Ville. De plus, cet accueil peut aussi devenir un bon moyen d'intégration des personnes venues d'ailleurs.

Nous sommes satisfaits des réponses que le Conseil municipal donne au postulat de Monsieur Gurtner. Pour le Parti socialiste, il est aussi important que l'on s'occupe de la demande, ce qui semble être bien le cas. Nous constatons aussi avec satisfaction, que le Conseil municipal partage cette volonté. Les intentions et les bons sentiments ne suffisent pas toujours. Il faut se donner les moyens de les réaliser et inscrire une somme nécessaire au budget. Or, vous avez vu comme moi dans la presse récente, que des restrictions nous attendent. Nous allons donc être extrêmement vigilants, lors de nos prochaines séances du mois d'octobre, afin que les sommes inscrites au budget 2010 ne soient pas réglées de manière à ce que nous devions renoncer à cette politique-là. Nous vous recommandons donc d'adopter la recommandation du Conseil municipal concernant le postulat de Monsieur Gurtner. Je vous remercie de votre attention.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Le postulat de Monsieur Gurtner reprend une thématique qui avait déjà été traitée par une motion de Madame Liechti Gertsch et par un autre postulat de Madame Schwickert. Ce thème est donc récurrent. À chaque fois, nous avons déclaré notre volonté de développer l'offre de l'accueil pendant les vacances. Il faut néanmoins savoir, que l'accueil pendant les vacances n'est pas reconnu par le Canton et qu'il tombe entièrement à la charge financière de la Ville. À l'avenir, nous ne pourrions pas éviter de nous poser des questions de nature financière. Les informations fournies lundi par la Direction des finances montre que cette année déjà, des sacrifices sont demandés, au dépend de la population. Le Conseil de ville devra prendre des décisions à ce sujet. Le Conseil municipal a jugé, que le maintien d'une offre d'accueil pendant les vacances, à la charge de la Ville, reste prioritaire et il a mis au budget les moyens nécessaires, afin de poursuivre cette politique. Cela ne va pas de soi et je mets cette question à votre réflexion, en vue des discussions budgétaires de l'automne.

Monsieur Gurtner, juste une remarque concernant le point 1. Il n'y a pas de conséquence, c'est une question de principe. Si vous intervenez auprès du Conseil municipal, en fixant une date précise, c'est toujours très difficile pour le Conseil municipal de proposer son acceptation. Si nous l'avions fait et qu'au mois de juin, le Conseil de ville aurait accepté cette proposition, nous n'aurions pas pu la mettre en œuvre. C'est un hasard, que la demande n'ait pas dépassé l'offre pour cet été et que vous soyez aussi satisfait, que vous l'êtes. J'en suis très heureux. Nous aurions très bien pu imaginer le contraire et dans ce cas, nous n'aurions pas réalisé votre vœu. Si vous souhaitez qu'un vœu soit rempli, vous devez formuler votre demande dans les délais ordinaires et nous devons pouvoir la réaliser également dans les délais ordinaires. Cela n'a pas de conséquences sur le fond, mais je trouve que pour des

questions de principe, je prie le Conseil de ville de s'en tenir à la proposition du Conseil municipal.

Gurtner Roland, Passerelle: J'aimerais une information supplémentaire. Le point 1 est-il réalisé? S'il est réalisé pourquoi ne pouvons-nous pas dire que le point 1 est radié du rôle comme étant réalisé? C'est clair que cela n'aurait pas pu être le cas, mais c'est le cas.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Personne ne prend la parole. Nous allons passer au vote. Nous avons la proposition de Monsieur Gurtner d'adopter le point 1 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Vote

La proposition de Monsieur Gurtner est acceptée.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Le vote séparé est-il demandé pour les trois autres points? Ce n'est pas le cas. Il est proposé par le Conseil municipal de rejeter le point 2, d'adopter le point 3 et d'adopter et de radier du rôle le point 4.

Vote

La proposition du Conseil municipal concernant les points 2, 3 et 4 du postulat 20090095 est acceptée.

172. Interpellation urgente 20090097, Claire Magnin, Verts Bienne, "Accueil des enfants pendant les vacances scolaires"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

L'interpellante est **satisfaite** de la réponse et ne demande pas la parole.

173. Interpellation urgente 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Situation des écoles biennoises"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

L'interpellant est **satisfait** de la réponse.

Calegari Patrick, SVP: Zum neuen Podest habe ich nichts zu sagen, es klappt für mich, es geht so sehr gut auf, danke. (...Gelächter...)

Ich danke dem Gemeinderat für die Antwort auf meine dringliche Interpellation. Zum Teil bin ich froh, dass die Situation der Bieler Schulen nicht so schlimm ist, wie ich befürchtete. Auf der anderen Seite muss ich sagen, dass ich wohl nicht ganz aufgepasst habe. Dennoch bin ich überzeugt, dass gewisse Probleme bestehen und wir alle daran arbeiten müssen, seien es die Schulen, die Abteilung Schule & Sport, der Kanton, die Eltern oder die Jugendlichen.

Mit der Beantwortung der Punkte 1 und 2 meines Vorstosses bin ich zufrieden und froh, dass die Situation der Bieler Schulen nicht so schlimm ist. Es scheint sich nur um Einzelfälle zu handeln, denn in grösserem Ausmass wäre dies wirklich ein katastrophaler Zustand.

Zu Punkt 3 fehlt mir eine Abklärung, wie viele der SchülerInnen, die diese Klasse verlassen haben, in der Zwischenzeit eine Lehrstelle gefunden haben. Es wäre manchmal auch noch wichtig zu wissen, wie viele SchulabgängerInnen ohne grössere Probleme eine Lehrstelle finden. Ich vermute, dass sich die Lehrstellensuche nicht so einfach gestaltet, wie dies in der Antwort geschrieben steht. Ich habe jährlich etwa zehn bis 15 Anfragen für eine Lehrstelle und muss leider sicher zwölf Jugendlichen absagen. Dies nicht, weil ich zu wenig Platz hätte, aber sie bringen einfach die minimalen Anforderungen nicht mit. Da muss ich einen grossen Dank und ein grosses Kompliment an unsere Bieler Schulen aussprechen, die ein 10. Schuljahr anbieten. Sie leisten hervorragende Arbeit. Jugendliche, die sich aus diesen Schulen bewerben, haben eine viel grössere Chance, eine Lehrstelle zu finden. Sie sind viel besser vorbereitet. Dies nicht nur vom Fachlichen her, sondern sie werden auch darauf vorbereitet, wie man zu einem Vorstellungsgespräch erscheint. Vorstellungsgespräche werden geübt und Jugendliche lernen, wie sie sich verkaufen können. Dies ist sehr wichtig. Wenn ich jemanden am Telefon habe, der mich fragt, ob er oder sie bei mir eine Schnupperlehre machen darf, muss ich sagen, ich weiss es nicht, ich muss dich zuerst sehen. Für dieses erste Gespräch müssen Jugendliche motiviert werden. Dort wird sicher von beiden Schulen ganz gute Arbeit geleistet.

Bei Punkt 7 wird wieder erwähnt, dass für einen erfolgreichen Abschluss Kanton, Eltern und Jugendliche zusammenspannen sollten. Meine Frage lautet: Was kann der Kanton konkret tun? Was erwartet die Stadt vom Kanton? Was erwartet die Stadt von den Eltern? Ich hatte das Glück, dass mir meine Eltern stets helfen konnten, aber in Biel gibt es viele Jugendliche, deren Eltern gar nicht wissen, wie sie ihnen helfen können. Dort besteht sicher auch noch Handlungsbedarf.

Für die übrige Beantwortung danke ich nochmals dem Gemeinderat und ich hoffe, dass wir in Zukunft gute SchulabgängerInnen sehen werden. Für die Wirtschaft ist es wichtig, und es ist wichtig, dass alle möglichst rasch eine gute Lehrstelle finden.

Pichard Alain, GLP: Als Lehrer am OSZ-Madretsch (Oberstufenzentrum-Madretsch) möchte ich schon sagen, dass ich nicht ganz folgen kann. Es ist etwas, das mich tief bedrückt. Seit Jahren warne ich vor dieser Situation in Biel. Wir haben gravierende Probleme. Es wundert mich, dass sich nicht mehr Leute dafür interessieren, was beispielsweise kürzlich passiert ist. Die Fragen der SVP sind relativ sachlich und nüchtern, Fragen die sich eigentlich der "Otto Normalverbraucher" stellt, wenn in einem elementaren Bereich der Schule solche Missstände an die Öffentlichkeit

gelangen. Der Interpellant müsste eigentlich zukunftsweisende Antworten erhalten, welche auf konkrete Geschehnisse eingehen. Hier muss ich jetzt sagen, dass dies zum Teil schönfärberisch und auch irreführend erfolgt. Zuerst wird gesagt, dass die Schule hervorragende Arbeit leistet. Dies kann sein, mehrheitlich stimmt es wohl schon, aber ich muss ehrlich sagen, unsere Schule hatte hier einen gravierenden Fall. Es gab Schüler, die sich "saumässig" aufgeführt haben. Es wurden Gestelle umgeworfen und Hosen ausgezogen. Die unterrichtende Lehrerin fand sich in Situationen wieder, die ich hier in diesem Rat niemandem auch nur 10 Minuten lang zumuten möchte. Sie wurde gesundheitlich geschädigt. Nun kann man sagen, es war eine schlechte Klasse. Ich aber sage: Nein, es wurde keine gute Arbeit geleistet! Mein Kollegium, und da möchte ich mich an erste Stelle setzen, hat im Umgang mit dieser Klasse gravierende professionelle Fehler gemacht. Man kann die Probleme nicht einfach nur auf die Jugendlichen abschieben. Sowohl die Lehrerin als auch die Schulleitung haben Fehler gemacht. Auch ich selber, der ich daneben gestanden bin, habe gravierende Fehler gemacht. Das sage ich jetzt hier, das ist Fehlerkultur und da müssen wir hinschauen.

In der Antwort wird erwähnt, dass der Vorfall im OSZ-Madretsch einzigartig sei. Das stimmt nicht. Im gleichen Schulhaus war bereits ein Jahr zuvor eine Klasse an einem ähnlichen Punkt angelangt. Es wurden auch Gestelle umgeworfen und der Lehrer hatte auch ein Burn-out. Die Schulinspektorin nimmt ganz andere Worte in den Mund. Sie spricht von einer "failed school". Dies ist für mich natürlich ausserordentlich beschämend, da ich nicht in einer "failed school" arbeiten will. Die Inspektorin spricht auch von einem Desaster. Von 14 SchülerInnen hat nicht nur keine/r eine Lehrstelle, sondern auch 10 keine Anschlusslösung. Ein Schüler hat mittlerweile eine Lehrstelle gefunden. Es tut mir leid, aber das ist ein Desaster. Ein Jahr vorher gab es das Gleiche. Und noch ein Jahr vorher musste ich von einem anderen Oberstufenzentrum zwei ganz schwierige Schüler aufnehmen, weil dort auch eine Klasse gekippt war und die Schülerschaft verteilt werden musste. Und vor vier Jahren geriet eine Klasse im Oberstufenzentrum Mett-Bözingen ebenfalls schweizweit in den Schlagzeilen wegen sexueller Belästigung und "gekippten" Klassen. Das jetzige Beispiel ist also kein Einzelfall! Ich könnte Ihnen eine ganze Liste von Vorfällen schildern. Diese sind jedoch nicht symptomatisch, da hat die Schuldirektion recht. Aber wir haben gravierende Probleme und die Spitze des Eisbergs folgt noch. Im Kindergarten haben 50% der Kinder einen Migrationshintergrund und wir kriegen dies in den Griff. Aber wir müssen hinschauen und eine völlig neue Fehlerkultur entwickeln. Was wir jetzt haben, ist eine gegenseitige Schuldzuweisung oder eben Schönfärberei. Wenn Herr Calegari fragt, warum diese Massnahmen versagt haben, ist die Antwort: "Die Klasse funktioniert seit den Frühlingsferien wieder annähernd normal." Das stimmt nicht. Die Klasse gab es nicht mehr, die Schülerschaft wurde aufgeteilt. Man versuchte einmal im Turnen, sie wieder zusammenzubringen. Sie haben sich geweigert, das Turnmaterial wieder wegzuräumen, worauf die SchülerInnen sofort wieder verteilt wurden. Es ging so: die Klasse war schwierig. Darauf hat man die Schulsozialarbeiterin eingeschaltet. Diese wurde von der Klasse als Frau nicht akzeptiert. Dann wurde mit 19 Lektionen Teamteaching-Unterricht begonnen. Sie müssen sich einmal vorstellen, wieviel das kostet. Man fand aber keine ausgebildete Fachkraft. Dann wurde ein Fitnesstrainer angestellt. Dieser machte seine Sache recht, aber für irgend etwas machen die LehrerInnen ja eine Ausbildung. Die Lehrerschaft wurde in der Folge gegeneinander ausgespielt. Danach wurde der IWP-Coach (Institut für Wirtschafts- und Persönlichkeitsentwicklung) eingestellt, hat aber

auch nichts genützt. Als nächste Massnahme wurde die Kriseninterventionsstelle Lyss eingeschaltet, auch das nützte nichts. Erst nach all diesen Massnahmen fiel die Lehrerin ins Burn-out und erst danach wurde die Klasse aufgelöst. Dies ist die Reihenfolge. Und danach, das muss ich ehrlich sagen, Herr Ali Sylejmani, der Kulturvermittler, leistete gute Arbeit. Er sprach mit diesen Jugendlichen Klartext. Er sagte: "Ihr seid auf dem falschen Dampfer." So konnte er noch Schlimmeres verhindern. Die Betroffenen wollten vor das Bundesgericht, sie gingen zu TeleBilingue und gingen überall hin, um diese Schule anzuschwärzen und Herr Sylejmani hat dies verhindert.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Pichard, je vous demande de conclure.

Pichard Alain, GLP: Ich will nicht mehr allzu viel sagen. Aber noch einmal: es ist nicht symptomatisch. Die Schuldirektion hat recht, dass hier gute Leistungen erzielt werden. In einer Motion fordere ich ja auch, dass dies mal zur Kenntnis genommen wird. Aber die vorhandenen Probleme müssen unbedingt in den Griff bekommen werden. Es reicht nicht, den Schwarzen Peter vor sich hinzuschieben. Es läuft jetzt so: die albanischen Eltern denken, wir seien eine rassistische, dumme Schule. Der Stadtrat denkt, dass es eine schwierige Klasse ist und der Gemeinderat geht weiter mit einem Integrationsartikel, der zweisprachige Schulklassen fördert, welche die bestehenden Probleme noch verstärken werden. Wir müssen alle an einen Tisch sitzen und uns gegenseitig unterstützen, wie Herr Calegari dies sagt. Es braucht aber auch eine Fehlerkultur und ein Hinschauen. Wir machen hier den ersten Schritt und ich sage Ihnen, ich weiss was ich falsch gemacht habe. Nur so kann man etwas daraus lernen.

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: Après les événements survenus à l'École secondaire de Madretsch, les émotions suscitées par les médias étaient vives. Le Groupe socialiste prend cette situation très au sérieux. Fort heureusement et cela a été dit tout à l'heure, il semble que, grâce à l'excellent travail accompli par la Commission scolaire, par son Président, par le médiateur culturel et grâce à l'accompagnement mis en place la crise a été apaisée.

Et l'avenir? Les événements de ce printemps étaient-ils prévisibles? Les causes possibles sont multiples. Je ne vais pas toutes les énumérer mais avec du recul, chacun peut trouver des explications et des solutions à tout. Relevons au passage, que depuis que l'école existe, elle a été confrontée à la rébellion adolescente, à la violence qui s'en dégage ainsi qu'à ce sentiment que rien ne va plus. Socrate le disait déjà! Le travail effectué par les enseignant(e)s est difficile et remarquable. J'étais bien placée, durant des années, pour le constater. Il convient de souligner combien cette profession, à tous les niveaux, est exigeante. Or, une classe, c'est comme une personne, elle a ses caractéristiques, sa personnalité. Certaines peuvent être conduites sans aucune difficulté, alors que d'autres posent problèmes, que ce soit dans les premiers degrés ou à la fin de la scolarité. On ne sait pas toujours pourquoi. Ces problèmes n'entrent pas dans des catégories bien précises. De plus, l'attente de la société envers l'école est énorme. Chaque fois que celle-ci est confrontée à une difficulté, elle se tourne vers l'école pour la résoudre (prévention de toutes sortes, sensibilisation culturelle, éducation à la santé et à la citoyenneté, etc.). Les émotions sont maintenant un peu retombées.

Toutefois, le Groupe socialiste reste préoccupé par la réputation de l'école biennoise et il veut en renforcer sa qualité. Les mesures mises en œuvre existent, pour éviter - autant que faire se peut - de tels dérapages. Elles peuvent être renforcées. Elles s'articulent selon deux axes importants. Le premier axe concerne les degrés inférieurs, parents et enfants. Il s'agit notamment de donner une information régulière aux parents au sujet de la vie scolaire depuis le tout début de la scolarité afin d'établir et d'entretenir le dialogue école-famille. Dans cette perspective, la médiation culturelle et le soutien aux enfants et aux familles, qui ne parlent pas la langue d'enseignement, sont indispensables. Le renforcement des moyens offerts à tous les degrés, afin de gérer au mieux les situations complexes (travail en groupes restreints), la détection à temps des éventuelles difficultés de développements des jeunes enfants et d'y remédier, doivent également être approuvées. Dans cet esprit, il y a d'autres mesures qui pourront être prises.

Le deuxième axe de mesures concerne les adolescents. Il s'agit notamment de l'intervention à temps du travail social scolaire afin de désamorcer des situations qui pourraient devenir explosives. En outre, la préparation des jeunes à la vie active et à leur recherche de places d'apprentissage leur ouvre des perspectives d'avenir (un projet existe et se trouve en phase d'expérimentation). Actuellement, en période de crise, cette mesure est particulièrement importante. Enfin, il est important de maintenir un dialogue régulier entre l'école et la famille. Il est également et absolument indispensable, cela a été dit, que le métier d'enseignant demeure attractif et donc, que les conditions de travail le soient également.

Il faut donc parler des moyens. L'école est conduite au niveau de la Ville et au niveau du Canton. Si les mesures proposées sont indispensables, elles ont un prix. Il faut y consacrer les moyens financiers nécessaires. Depuis la rentrée scolaire 2009, la Direction de l'instruction publique met à disposition 11'000 leçons supplémentaires par an, dans le but de renforcer et de décharger les enseignants. Les écoles de biennoises y répondent favorablement puisqu'elles ont présenté des demandes afin de pouvoir en bénéficier. Conscient des responsabilités qui sont les nôtres, le Groupe socialiste appuie donc toutes les mesures, qui permettront de répondre aux exigences qui sont posées à l'école et les moyens financiers qui doivent être octroyés à tous les niveaux, au moment où l'art. 17 de la LEO (article dit de l'intégration) doit être mis en application. Pour réaliser l'intégration des élèves migrants dans les classes existantes, il est nécessaire de prévoir des leçons supplémentaires, donc de les financer, afin d'assumer un accompagnement adéquat. Dans le domaine scolaire, il faut investir à long terme. C'est seulement par un tel investissement que nous verrons la situation s'améliorer. Merci de votre attention.

Grob Urs, SVP: Ich habe ein paar Bemerkungen:

Zu Punkt 1: Warum bedauert es der Gemeinderat, dass diese Situation in der Öffentlichkeit kritisch geschildert wurde? Ich finde dies nicht richtig und dies muss nicht bedauert werden. Man muss es vielmehr wissen, wenn Probleme vorhanden sind. Ich bin froh, dass Herr Pichard vorhin noch etwas ausgeholt hat. Es gibt scheinbar Vieles, das in den letzten Jahren nicht optimal gelaufen ist.

Zu Punkt 3: Wer trägt die Verantwortung? Wenn es um Verantwortung geht, heisst es immer, die Verantwortung obliegt dem Kanton und der Stadt. Wer ist das? Es fühlt sich niemand verantwortlich. Die Schulleitung übernimmt Verantwortung. Ich aber

sage, wenn es irgendwo schief läuft, ist dies Chefsache. Wir haben einen Schuldirektor, dieser soll auch Verantwortung tragen. Schliesslich ist er für etwas gewählt.

In meinem Betrieb habe ich etwa 10 Lehrlinge, unter anderem auch viele aus der Realschule. Es ist nicht richtig zu sagen, es sei sehr schwierig für diese Schüler, eine Lehrstelle zu finden. Das ist falsch. Sie finden Lehrstellen noch und noch. Bei uns und im Gespräch mit anderen Lehrbetrieben stelle ich jedoch fest, dass bei der Auswahl zuerst der Lehrling angeschaut wird, man schaut die schulischen Leistungen an, auch das Umfeld, die Eltern. Aber heute fragen sich schon einige Lehrbetriebe, aus welchem Schulhaus der Jugendliche kommt. Es darf nicht passieren, dass dies zu einem Kriterium wird, das ist gefährlich. Deshalb sage ich, Verantwortung muss auch von der Schuldirektion her mitgetragen werden.

174. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090314, Émilie Moeschler, Groupe socialiste, "Quelles conséquences pour la Ville de Bienne de la 4^{ème} révision de la Loi sur l'assurance-chômage?"

Moeschler Émilie, PSR: Je souhaite déposer une intervention parlementaire urgente: "Quelles conséquences pour la Ville de Bienne de la 4^{ème} révision de la Loi sur l'assurance-chômage?". Comme vous le savez certainement, lors de la prochaine session du Conseil national, cet objet sera traité. La discussion a déjà passé la rampe du Conseil des États. Elle va certainement être acceptée par le Conseil national. Une campagne référendaire est en préparation. C'est pourquoi, je souhaiterais savoir assez rapidement, afin que les Autorités biennoises puisse informer la population et le Conseil de ville des conséquences d'une révision de l'assurance-chômage, mais aussi sur les finances communales, car il y aura certainement un déplacement des coûts de l'assurance-chômage sur l'aide sociale. Je vous remercie de soutenir l'urgence de mon interpellation.

Vote

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 19h45 - 21h00

173. Interpellation urgente 20090137, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Situation des écoles biennoises" (Suite)

Pichard Alain, GLP: Ich möchte nur ganz kurz ein paar Zahlen nennen zu der von Frau Sermet erwähnten Situation der Lehrkräfte: Ich unterrichte seit neun Jahren am OSZ-Madretsch. In dieser Zeit hatte die Schule acht Burn-outs zu verzeichnen und über 20 Kündigungen. Herr Grivel, Sie wissen darum, die Pisa Studie hat ergeben, dass die welschen SchülerInnen der Kantone in der Rangliste nur den drittletzten Platz einnehmen. Dies sind Zahlen, die es ernst zu nehmen gilt. Ich bin sehr froh über

die Intervention von Herrn Grob. Ich muss auch sagen, dass genau diese Kleingewerbe, welches die Herren Grob und Calegari vertreten, uns unsere Schülerschaft auch für eine Lehre abnehmen. Dies ist ein wesentlicher Beitrag zur Integration in den Arbeitsmarkt. Es stimmt einfach nicht, wenn gesagt wird, dass die RealschülerInnen ohnehin keine Lehrstelle erhalten und erst ein 10. Schuljahr absolvieren sollen. Auf dem Platz Biel existiert am OSZ Mett-Bözingen ein Bijou von einem Ausplatzierungskonzept. Von 21 RealschülerInnen in der letzten Klasse haben 17 eine Lehrstelle gefunden! In meiner Abschlussklasse sind von 15 SchülerInnen alleine 10 albanischer Abstammung, nur ein einziges Kind stammt aus der Schweiz. Dennoch haben 10 SchülerInnen eine Lehrstelle gefunden und dies notabene ohne 10. Schuljahr. Das heisst Folgendes: Wenn es uns LehrerInnen gelingt, eine einigermaßen anständige und gute Lehratmosphäre zu schaffen, in welcher die Schülerschaft lernen und arbeiten kann, dann gelingt auch die Vermittlung von Lehrstellen. Dies geschieht aber nicht einfach von selbst. Wenn aber die Klassen "kippen", dann wird es problematisch und dies passiert sicher. Es gilt aber klar festzustellen, dass dies nicht symptomatisch für die Bieler Schulen ist. Es gibt jedoch viel zu viele Beispiele, bei denen es nicht klappt. Deshalb, ich sage es noch einmal, muss Vieles überdacht werden. Dies braucht nicht mehr Geld. Die neue Sichtweise muss aber bei allen Beteiligten einsetzen, bei den Eltern, Jugendlichen, Lehrerschaft und Schulen, aber auch bei den Behörden.

Calegari Patrick, Fraktion SVP/FPS: Ich sagte vorhin, ich sei mit der Antwort mehrheitlich zufrieden. Dies ist so, ich gehe davon aus, dass die Antworten richtig sind. Ich bin jedoch etwas irritiert von Herrn Pichards Votum und ich bin nicht mehr so sicher, ob ich mit der Antwort wirklich zufrieden sein soll. Es interessiert mich, was Herr Moeschler dazu zu sagen hat.

Sermet-Nicolet Béatrice, PSR: J'aimerais juste répondre à ce qui vient d'être dit. Bien sûr, il appartient aux enseignants avant tout de se sentir bien dans leur rôle et dans leur fonction. J'étais très contente, lorsque Monsieur Pichard a dit: "*Nous avons fait des erreurs*". Il y a une prise de conscience importante maintenant. Les moyens que nous proposons sont des moyens qui permettront précisément de remédier à certaines difficultés bien présentes. Si nous ne craignons pas ces difficultés, je crois que les mesures proposées tout à l'heure sont des mesures susceptibles d'avancer. Je céderai la parole à Monsieur Moeschler afin qu'il puisse prendre la position de nos Autorités. Je crois que c'est qu'avec une forme de confiance dans nos institutions, que nous pourrons progresser. Merci de votre attention.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Nous avons à faire à une thématique extrêmement sérieuse et importante. La situation dans les écoles à Bienne et ailleurs en Suisse et en Europe, préoccupe les pouvoirs politiques, les autorités scolaires, les directions d'écoles et le corps enseignant. Le public est appelé à se prononcer sur ces choses-là, chaque fois qu'une affaire ou qu'un cas se présente. Nous contrôlons cette émotion, lorsque de la violence s'exerce à l'école, comme ce fut le cas au Marché-Neuf, devant ce bâtiment, il y a quatre ou cinq ans. Lorsqu'une classe disjoncte, comme à Madretsch ce printemps, on en parle beaucoup et malheureusement on en retire l'impression que ça se passe toujours ainsi et que c'est partout comme cela.

Je remercie celles et ceux qui ont compris que ce n'était pas le cas. Ceci est symptomatique. Naturellement, c'est une situation préoccupante, mais ceci ne signifie pas que l'école biennoise va si mal, que nous devons la juger d'une manière très sévère et qu'il faut s'inquiéter d'un dérapage incontrôlable. Ceci dit, lorsque l'on parle d'école, je dirais: "*Chacun à son poste*", c'est-à-dire que les responsabilités sont réparties entre la Ville et le Canton. Certaines personnes disent que nous cherchons à nous dégager de nos responsabilités. Les responsabilités sont réparties à l'intérieur de la Ville, entre la Ville, la Direction des écoles, la Commission d'école, la Direction de l'école et le corps enseignant. On ne peut pas obtenir de l'efficacité, si chacun se mêle de tout. Les compétences étaient clairement réparties et elles le sont aujourd'hui davantage.

Monsieur Pichard a dit tout à l'heure que l'on faisait de la "Schuldzuweisung". C'est exactement le contraire. Dans notre réponse, nous avons refusé d'analyser en détail cette affaire, pour dire qui avait fait juste et qui avait fait faux. Cela ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse, c'est de regarder vers l'avenir. En regardant vers l'avenir, je constate, que grâce à la volonté du Conseil de ville, qui a suivi les propositions du Conseil municipal, les structures de gestion de l'école publique ont été modifiées. Monsieur Grob a dit, que c'est au Directeur des écoles de s'occuper de cette affaire. Monsieur Grob, excusez-moi, mais je ne peux pas aller résoudre les problèmes dans les classes. Néanmoins, grâce aux nouvelles structures, lorsqu'il y aura un problème dans une classe, on pourra s'adresser au Département Écoles et Sport et à la Direction des écoles. Nous avons une ligne tout à fait claire. Dans un cas comme celui de l'École secondaire de Madretsch, la Direction des écoles pourra envoyer un médiateur culturel très rapidement. Lors de ces événements, il s'est passé trop de temps entre le moment où nous avons constaté le problème et le moment où nous avons envoyé le médiateur culturel. Cela est dû à des structures beaucoup trop compliquées mais ces structures compliquées n'existent plus.

Je suis extrêmement reconnaissant à Monsieur Calegari d'avoir posé des questions sur un événement qui s'est produit dans une école et d'avoir voulu élargir la réflexion, non pas à un événement particulier, mais à la problématique des jeunes en 9^{ème} année d'école, qui ont une formation leur permettant ou ne leur permettant pas d'obtenir une place d'apprentissage. Malheureusement Monsieur Calegari, dans une réponse à une interpellation, nous n'avons pas la place, ni le loisir, de donner toutes les explications que nous aimerions. Finalement, il y a trop de questions dans votre interpellation. J'aimerais bien avoir l'occasion de m'entretenir avec vous, pour voir comment nous pouvons réfléchir à la question de l'emploi des jeunes, au sujet des places d'apprentissage. Cette situation est grave. L'ensemble des écoles suisses se trouve dans une situation préoccupante. Le corps enseignant et les directions d'écoles doivent jouer leur rôle, de même que les autorités scolaires, également dans des structures beaucoup plus claires que par le passé, avec des directions d'écoles, qui ont plus de compétences que par le passé. C'est pour cette raison, que nous avons fait cette procédure de nomination, que Monsieur Pichard a critiqué tout à l'heure. Donc, nous sommes mieux à même de réagir, que par le passé. Il se produira néanmoins encore et toujours des événements comme celui-là. C'est totalement illusoire de penser, que dans les écoles de demain, il n'y aura plus de crise. Je sais que je peux compter, au sein de la Commission d'école actuelle, des autorités scolaires et du Conseil de ville, sur des gens, qui savent qu'une crise est un pic et que ce n'est pas du haut de ce pic que l'on doit juger l'ensemble des écoles, mais que

c'est dans une moyenne qui correspond à la situation réelle dans les écoles. Nous souhaitons agir, non pas dans l'urgence face à une crise, mais avec les moyens à disposition pour améliorer l'ensemble de l'école biennoise.

Madame Sermet a dit qu'il ne fallait pas renoncer aux moyens. La Ville de Bienne a mis des moyens à disposition, indépendamment de la réforme, que je mentionnais tout à l'heure. Je rappelle que le travail scolaire est une entreprise municipale. Nous avons le travail social scolaire, alors que le Canton n'a pas encore pris d'engagement dans ce domaine. Il souhaite le faire qu'en 2012. Cet un instrument est en place mais il n'est pas encore aussi performant qu'il pourrait l'être, puisque dans ce cas-là nous n'avons pas réussi à résoudre le problème. C'est néanmoins, une des principales réponses de la Ville, pour améliorer le climat scolaire dans les écoles. Je vous remercie de votre attention.

Calegari Patrick, au nom du Groupe UDC/PSL: Je vous remercie de votre réponse, Monsieur le Conseiller municipal et maintenant, je peux dire que je suis satisfait. Je fais confiance aux nouvelles structures et me réjouis de cette prochaine discussion avec vous. Merci beaucoup et bonne soirée.

Ogi Pierre, PSR: Nous parlons de règlement et d'ordre. Monsieur Pichard peut parler cinq, sept ou dix minutes. Il dit que ses élèves doivent avoir de l'ordre et doivent obéir. Lui, lorsqu'il est à la tribune, il n'applique pas le Règlement du Conseil de ville. Monsieur Calegari prend la parole trois fois. Soit chacun fait ce qu'il veut ou soit nous appliquons le règlement. Monsieur le Président, je vous demande de prendre votre rôle au sérieux, afin que cela fonctionne mieux.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Ogi, j'aimerais simplement vous répondre que je suis Président et que le Président donne la parole dans le cadre des débats. Cela figure également dans le Règlement. Ceci pour être clair dans les dispositions.

175. 19930403 Équipement général du Mauchamp en matière d'eaux usées / Décompte du crédit d'engagement

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Es ist die Aufgabe des Stadtrats, heute Abend die vorliegende Abrechnung zu genehmigen. Da es sich bei diesem Geschäft um einen Übertrag handelt, gehe ich davon aus, dass viele dieses Geschäft nicht mehr präsent haben. In dieser Vorlage geht es um die abwassertechnische Sanierung des Gebiets Löhre als Folge einer vom Volk verabschiedeten Vorlage vom 12. Juni 1994. In diesem Projekt ging es im Wesentlichen darum, die bestehenden Engpässe im Kanalisationsnetz und den gesetzeswidrigen Zustand am Pumpwerk Löhre (Notüberlauf Orpundplatz) zu beheben und die Kanalisation so zu sanieren und auszubauen, dass diese dem Gewässerschutzgesetz und das Basisnetz dem künftigen Wohnbaugebiet genügt. Es handelt sich um einen Verpflichtungskredit in der Höhe von CHF 4'560'000.-, welcher sich im Wesentlichen auf drei Teilbereiche aufteilt: die Sanierung des Pumpwerks Löhre, die Sanierung und Vergrößerung der Ableitung Orpundstrasse sowie die Vergrößerung der Regenwasserleitung Löhrenberg. Ursprünglich war in diesem Kredit die Strassenentwässerung

Orpundstrasse noch nicht vorgesehen. Mit dem Kanton wurde aber vereinbart, dass diese Arbeiten ebenfalls noch über den Kredit abgerechnet werden. Der Kanton hat hierfür zusätzlich CHF 250'000.- Subventionen gesprochen. Die vorliegende Abrechnung schliesst insgesamt mit einer Kreditunterschreitung von gut CHF 70'000.- (1,6%). Innerhalb der Teilprojekte waren Kostenunter- und überschreitungen zu verzeichnen. Diese sind jedoch transparent ausgewiesen. Transparent ausgewiesen wurde auch das Datum der letzten Rechnung, nämlich diejenige des 31. Dezembers 2001. Hiermit ist klar, dass die vorgeschriebene Frist zur Abrechnung überschritten wurde. Die GPK anerkennt die hohe Arbeitslast der Baudirektion, zumal in diesem Zeitraum zusätzlich zwei Stellen gestrichen wurden und seit der Expo die Belastung generell gestiegen ist. Die GPK anerkennt auch, dass ein solch altes und komplexes Sanierungsprojekt nicht einfach von einer Sekretärin abgerechnet werden kann und mehrere Arbeitstage hierfür notwendig sind sowie ausserdem die meisten Mitarbeitenden der Baudirektion ihre Arbeit erst nach Beendigung dieses Projekts aufgenommen haben. Hiermit will die GPK die Nichteinhaltung dieser Frist zur Abrechnung nicht beschönigen, aber sie stellt fest, dass an der Frist auch nicht herumgebastelt wurde, indem am Schluss pro forma noch eine Rechnung des Tiefbauamts ausgestellt wurde. Die Baudirektion hat die effektiven Rechnungsdaten ausgewiesen. Dennoch: Der Gemeinderat steht in der Pflicht, dafür besorgt zu sein, dass die Abrechnungsfrist (Jahresfrist seit der letzten Rechnung) eingehalten wird. Aus diesem Grund hat die GPK folgende Fragen an den Gemeinderat: Wie viele grosse (aber auch kleinere) Abrechnungen sind in der Baudirektion noch ausstehend, bei welchen die Frist zur Abrechnung längst abgelaufen ist? In welchem Zeitraum wird die Baudirektion, respektive der Gemeinderat, diese dem Parlament oder der GPK vorlegen? Wie weit hat der Gemeinderat überhaupt Kenntnis von Altlasten auch in anderen Direktionen? Wie gedenkt er die Einhaltung der Fristen für die Abrechnungen künftig zu garantieren? Mit diesen Bemerkungen und Fragen empfiehlt die GPK dem Parlament, die Abrechnung zu genehmigen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Besten Dank für die Zustimmung zur Abrechnung. Das Votum der GPK-Sprecherin im Zusammenhang mit den Fristen bestreite ich nicht. Dort hat die Baudirektion ein Problem. Es wurden konkrete Fragen bezüglich grosser und kleiner Kredite bei der Infrastruktur gestellt. Biel hat in den letzten Jahren riesige Bauwerke verwirklicht. Nun hat die Baudirektion zwei Projektleiter, die, statt sich um neue Projekte zu kümmern, die alten abrechnen müssen. Von der Strategie her könnte man sagen, dass zuerst die neuen, aktuellen und dann erst nachträglich die alten Kredite abgerechnet werden.

Aber zur Frage: Die Baudirektion hat noch vier grössere Kredite in diesem Umfang hängig, welche sie nächstes Jahr abrechnen wird. Zehn weitere, kleinere Kredite werden nach hinten geschoben. Die Abteilung Infrastruktur ist mit Personal nicht überdotiert. Es ist aber nicht der richtige Weg, jetzt neue Mitarbeitende anzustellen, nur um diese Abrechnungen zu erledigen. Die vier grossen Abrechnungen kommen aber sicher nächstes Jahr an die Reihe.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Es wurde die Frage gestellt, wie es mit den Abrechnungen generell aussieht. Die Verwaltung verfügt über ein Kontrollsystem, bei welchem die einzelnen Direktionen selber für die Fristeneinhaltung verantwortlich sind. Das funktioniert in der Regel sehr gut. Meines Wissens sind keine grossen offenen Abrechnungen ausstehend, ich möchte dies aber noch abklären, weil es in

den letzten zwei Jahren beispielsweise viele Pendenzen bei den Abrechnungen aus dem ESB gab. Die verantwortliche Person der Baudirektion hat jedenfalls mit mir Kontakt aufgenommen und versucht, diese Pendenzen systematisch aufzuarbeiten. Ich bin froh, dass nicht zusätzliches Personal angestellt werden muss. Dies würde zwar formell eine sauberere Abwicklung gewährleisten, würde aber auch zusätzliche Kosten verursachen. Ich bin ausserdem sehr zufrieden, dass die meisten Abrechnungen, auch wenn sie zu spät erfolgen, mit Unterschreitungen enden.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 19 juin 2009 concernant "Équipement général du Mauchamp en matière d'eaux usées / Décompte du crédit d'engagement" et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 4, let. c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

Le décompte du crédit d'engagement concernant l'équipement général du Mauchamp en matière d'eaux usées est approuvé.

176. 20090239 Rue de Zurich, Bienne - Modification du contrat de droit de superficie de la Manufacture des Montres Rolex S.A.

Liechti Gertsch Teres, GPK: Es geht in diesem Geschäft um die Abänderung eines Baurechtvertrags: Es ändert der Vertragspartner, die Grösse der Parzelle sowie der Landpreis pro Quadratmeter, gestützt auf die neue vertragliche Baurechtssumme. Das Baurecht von Herrn Christian Zingg aus dem Jahr 1989 hat er nie beansprucht. Demgegenüber interessierte sich die benachbarte Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. für das Terrain und konnte sich in der Folge mit Herrn Zingg auf eine Übernahme des Baurechts einigen. Nur deshalb kam die Stadt Biel erneut ins Spiel und konnte mit der Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. einen neuen Baurechtsvertrag abschliessen. Beide Parteien, sowohl die Stadt als auch die Firma Manufacture des Montres Rolex S.A., können mit dem Geschäft zufrieden sein. Das Land hat nun grundsätzlich mehr Wert, da die Landpreise seit 1989 gestiegen sind. Hinzu kommt die Landaufwertung im Bözingenfeld. Die Stadt Biel fordert den üblichen Preis von CHF 250.-/m². Die Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. tritt auf dieses Geschäft ein, da sie das Land für ihre langfristige Ausrichtung gut brauchen kann. Das Terrain wurde neu parzelliert, es wurden neue Grenzen gezogen und die Fläche wurde um 1700 m² auf 14'000 m² vergrössert. Diese grössere Fläche und der höhere Preis hat zu Mehreinnahmen bei den Baurechtszinsen geführt, welche insgesamt über CHF 2 Mio. betragen werden. Der Baurechtszins ist auf 8 Jahre festgelegt. Das Land der Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. ist in diesem Sinn arrondiert. Die Stadt kann zufrieden sein und die GPK beantragt einstimmig Annahme des Geschäfts.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Danke für die Zustimmung, welche dieses Geschäft wohl erhalten wird. Ich kann es kurz machen. Dieses Geschäft war eine wichtige Voraussetzung, damit das Projekt der Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. überhaupt in dieser Form entstehen konnte. Eine Einsprache hat das Verfahren

verzögert. Dank den Transaktionen, zwischen dem Baurechtsnehmer, Herrn Zingg und der Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. und der Einräumung des Baurechts an die Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. kam das Geschäft doch noch zu Stande. Gleichzeitig kann ich darauf hinweisen, dass im gleichen Zug auch die Fläche vergrössert werden konnte. Dies als Folge des Verschiebens des Grünstreifens. So stehen nun mehr Quadratmeter zur Verfügung und die Stadt kann einen höheren Preis erzielen. Auf der Parzelle 85 an der Zürichstrasse fällt ein Vorkaufsrecht weg, was der Stadt einen grösseren Spielraum geben wird. Dort war schon eine Siedlung geplant, welche sich nun wegen der wirtschaftlichen Situation verzögert. Was aber die Firma Manufacture des Montres Rolex S.A. angeht, wird der Spatenstich am 30. September 2009 in Anwesenheit von sehr wichtigen Persönlichkeiten unseres Landes stattfinden - wenn Sie dem Geschäft zustimmen.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 juillet 2009 concernant la rue de Zurich, Bienne – Modification du contrat de droit de superficie de la Manufacture des Montres Rolex S.A., et s'appuyant sur l'art. 39, al.1, let. c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. La modification du contrat de droit de superficie de la Manufacture des Montres Rolex S.A. est approuvée. La superficie est désormais de 14'048 m² après parcellisation. Le droit de superficie a été prolongé jusqu'au 31.12.2058 avec des conditions améliorées (nouveau prix du terrain productif d'intérêts fixé à 3'512'000 fr., soit 250 fr. /m²).
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

177. 20070299 Modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne concernant les "zones de travail"

Rüfenacht Martin, GPK: Die Geschäftsprüfungskommission stimmt diesem Bericht zu. Es geht um die Sicherstellung der Ansiedlung von neuen produzierenden Betrieben, aber auch um Wachstumsmöglichkeiten der bestehenden Betriebe. Dazu braucht es genügend grosse Arbeitszonen. Es geht aber auch darum, zu verhindern, dass sich Fachwerk und sperrige Güter über die ganze Industriezone verteilen. Es geht im Weiteren darum, die Verkehrszunahme möglichst zu verhindern. Wie soll das konkret umgesetzt werden? Die Teiländerung der baurechtlichen Grundordnung der Stadt Biel soll auf alle Arbeitszonen ausgeweitet werden mit einer Konzentration von Industrieaktivitäten im südlichen Teil der Stadt. Ausserhalb des Bözingenfelds soll die Arbeitszone in eine Mischzone B umgewandelt werden. Diese Mischzone entspricht bereits jetzt (von den Nutzungsmöglichkeiten her gesehen) einer solchen Zone. Welche Wirkung entfaltet der heutige Entscheid? Mit dieser Massnahme wird eine periphere Konkurrenz zur Innenstadt verhindert. Das Fahrtenkontingent wird optimiert. Das Industriegebiet wird für produzierende Betriebe gestärkt. Eine Randbemerkung: Diese Teiländerung hat mit den Stades de Bienne nichts zu tun. Die

Streichung im Artikel 9 "*sowie öffentliche und private Freizeiteinrichtungen*" ist die Konsequenz reiner Arbeitszonen. Ich danke für die Aufmerksamkeit.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 juillet 2009 concernant la modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne concernant les "zones de travail", et s'appuyant sur l'article 40, alinéa 1, chiffre 1, lettre a du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête par 50 OUI, 0 NON et 0 abstention:**

I.

Il est recommandé aux ayants droit au vote biennois d'approuver le projet d'arrêté suivant:

Vu le message du Conseil de ville du 17 septembre 2009, et s'appuyant sur l'article 12, chiffre 3, lettre b du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), la Commune municipale de Bienne arrête:

1. La modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne concernant les "zones de travail" est approuvée.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

Vote

II.

Le projet de message aux ayants droit au vote biennois concernant la modification partielle de la réglementation fondamentale en matière de construction de la Ville de Bienne concernant les "zones de travail" **est approuvé.**

178. 20090171 Périmètre du Masterplan / aménagement de l'espace routier public

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Sie haben die Vorlage "Masterplangebiet, Gestaltung öffentlicher Strassenraum" auf dem Tisch. Es geht um das Kreditbegehren zur Erschliessung des öffentlichen Raums rund um die Stiftung Trix. Konkret geht es um die Erstellung der Strasse über der Tiefgarage und die Strassenstücke in den Bereichen Aarbergstrasse/Johann-Aberli-Strasse, Johann-Aberli-Strasse/bfb und im Bereich Trix-Projet X. Der Kostenpunkt für die Stadt ist mit CHF 1,745 Mio. veranschlagt, davon sind knapp CHF 1,5 Mio. für die Oberfläche und CHF 65'000.- für den Landtransfer vom Finanz- ins Verwaltungsvermögen. Die Höhe des Kredits stimmt nicht mit dem Betrag überein, welcher in der Investitionsplanung vorgesehen ist. Der Hauptgrund ist, dass entschieden wurde, zusätzliche Strassenflächen und Teilprojekte einzubeziehen. Die Möblierung des

Mittelabschnittes der Strasse über der Tiefgarage mit Bäumen und Betontrögen war der Wunsch der Stiftung Trix. Dies ist mit der Stadt abgesprochen und geht auch auf Kosten der Stiftung. Der Zeitpunkt der Arbeitsausführung ist Frühling 2009. Das heisst, das Projekt ist bereits zu einem grossen Teil durch die Stiftung Trix ausgeführt und vorfinanziert. Die Vorgehensweise wurde vom Gemeinderat genehmigt.

Die GPK hat das Geschäft geprüft. Was den Inhalt des Geschäfts anbelangt, ist sie der Meinung, dass die Stadt als zukünftige Werkeigentümerin die Rahmenbedingungen und die Ausführung der Strassenräume definiert und damit in bautechnischer Hinsicht ihre Verantwortung wahrgenommen hat. Die Vergabe der Arbeiten an den Unternehmer, der die Tiefgarage gebaut hat, ist nachvollziehbar und aus bautechnischer Sicht sicher von Vorteil. Der Unternehmer weiss, um was es geht. Ob diese Variante aber kostengünstiger und die wirtschaftlich günstigste ist, wie es der Gemeinderat behauptet, kann nicht mit Sicherheit gesagt werden. Es gab kein Submissionsverfahren und somit auch keine Vergleichsmöglichkeiten. Die Haftungsfrage der unterschiedlichen Eigentümer (beim Strassenraum ist es die Stadt, bei der Tiefgarage die Stiftung Trix) im Falle künftiger Schadensfälle ist vertraglich detailliert geregelt und soll laut Aussagen des Gemeinderats für nachfolgende Generationen kein Risiko bergen. Soweit zur inhaltlichen Prüfung.

Ich komme zum Formalen: Die GPK ist der Meinung, dass es sich um eine einzigartige Abwicklung eines Projekts handelt. Genau so einzigartig sind die zusätzlichen Auskünfte aus Exekutive und Verwaltung zur Vorlage, welche die Würdigung entsprechend färben. Die Stiftung Trix wünschte, dass die Umgebung bis zur Eröffnung am 26. März 2009 ansprechend gestaltet und problemlos begehbar ist. Dies ist für die GPK nachvollziehbar und legitim. Welcher Unternehmer möchte den Betrieb eröffnen, KundInnen empfangen, MieterInnen einziehen lassen, wenn der Aussenraum vor Pfützen und Schlamm strotzt? Die Erfüllung dieses Wunsches hingegen führte zu besonderen Verfahren, weil sich die Parteien zu spät auf eine Lösung einigen konnten und so ein reguläres Verfahren bis zur Eröffnung am 26. März 2009 verunmöglicht wurde.

Ein letzter Punkt zur PART Stiftung: Das Angebot zur Vorfinanzierung der Kosten durch die Stiftung muss anerkannt werden und ist grosszügig. Was das Vorgehen und die Haltung des Gemeinderats in dieser Sache betrifft, kann gesagt werden, dem Gemeinderat ist mit diesem Projekt ein Meisterstück geglückt, nicht nur was den haushälterischen Umgang mit städtischen Geldern sondern auch was die Entlastung des Aufsichts- und Bewilligungsorgans betrifft. In präsidentialer Manier haben die Finanz- wie auch die Baudirektoren die ganze Abwicklung des Geschäfts übernommen. Sie entschieden von der Vorfinanzierung über die Delegation der Arbeitsvergaben bis zur Terminierung des Geschäfts im Stadtrat. Der Gesamtgemeinderat musste den Bericht nur noch im Nachhinein absegnen, so wie wir heute Abend. Das Vorgehen des Gemeinderats hat die GPK und das Parlament entlastet, wurde ihnen doch im dossierbefrachteten Frühsommer weder zusätzliche Informationen noch ein zusätzliches Geschäft aufgebremmt und nur wer Zeitung las, belastete sich. Zudem konnten sich zeitintensive Abklärungen seitens GPK auf die finale Phase des Projekts beschränken. Mit der Vorfinanzierung und der Arbeitsvergabe durch die Stiftung Trix konnte sich die Stadt ausserdem aufwändige Vergabe- und Projektierungskosten und das Submissionsverfahren sparen. Aus finanzieller Sicht konnte nicht nur durch die Vergabe an den Unternehmer, der seine

Baumaschinen noch vor Ort hatte, Geld gespart werden, sondern auch mit der Traktandierung des Geschäfts auf den letzten Moment. So konnte das städtische Geld lange auf dem eigenen Konto Zinsen abwerfen. Der sich ergebende Verzugszins, der daraus resultiert, dass der Gemeinderat sich in den verwaltungsinternen Geschäftsabläufen geirrt hat, ist wohl vernachlässigbar. Ein letzter Vorteil dieser präsidentialen Vorgehensweise: die Verwaltung fand dank der Auslagerung der Arbeitsvergabe Zeit für andere Aufgaben, wahrscheinlich eben beispielsweise die Abrechnung von uralten Projekten.

Ich fasse zusammen: Inhaltlich liegen aus Sicht der GPK keine gewichtigen Argumente vor, die Vorlage abzulehnen. Formal ist die Vorlage aber einzigartig, inakzeptabel und rückweisungswürdig. Bloss, was erreicht der Stadtrat mit einer Rückweisung aus formalen Gründen? Sicher nicht eine Disziplinierung des Gemeinderates! Deshalb empfiehlt die GPK, trotz grösseren inneren Widerständen, das Geschäft zu genehmigen und die präsidentiale Manier des Gemeinderats, respektive Massnahmen für die Zukunft, an anderer Stelle zu diskutieren.

Die GPK möchte sich noch zu einem anderen inhaltlichen Aspekt dieser Vorlage äussern, welcher bis jetzt noch nicht erwähnt wurde. Die Vorlage, welche Sie auf dem Tisch haben, trägt den Titel "*Gestaltung öffentlicher Strassenraum*". Über die Gestaltung wird bei Form, Länge, Breite und Farbgebung der Strasse gesprochen. Das Mobiliar stammt von privater Seite, in Absprache mit den zuständigen Stellen der Stadt. Wie weit aber die jetzige Gestaltung Teil eines übergeordneten Gestaltungskonzepts im Masterplangebiet ist, geht aus dieser Vorlage nicht hervor. Die Strassenräume, von welchen gesprochen wurde, und wahrscheinlich auch die, welche entstehen, wenn neue Gebäude gebaut werden, sind wohl mehr Zwischenräume als Strassen und Plätze im herkömmlichen Sinn, welche nach baurechtlicher Grundordnung für Fussgänger, Velofahrende und den Zubringerdienst gedacht sind. Da diese Strassenräume mehrheitlich Zwischenräume sind, müssen unbedingt die Fragen geklärt werden nach der Qualität von Aufenthaltsräumen für die Öffentlichkeit und nach der Attraktivität dieses Aussenraumes für Leute, die in den Gebäuden wohnen oder diese nutzen. Es ist deshalb nötig, dass der Gemeinderat rasch ein Gestaltungskonzept für den öffentlichen Strassenraum im Masterplangebiet erarbeitet oder allfällig vorhandene Konzepte zur Masterplangestaltung nicht in der Schublade hortet. Damit erhält das Quartier, für welches man eine hochstehende Überbauungsqualität anstrebt, eine entsprechende Identität und fällt nicht durch zusammenhanglose gestalterische Hauruckübungen auseinander.

Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP: Als wir dieses Geschäft in der Fraktion angeschaut haben, waren wir sehr erstaunt. Bereits im Vorfeld haben wir erfahren, dass etwas nicht ganz regelkonform abgelaufen ist. Liest man den Bericht, wird jedoch nirgends darauf hingewiesen. Es wird versucht, die Verzögerungen durch Erschwernisse bei der Terminierung zu erklären. Dies ist aber nicht der einzige Grund. Im fraglichen Gebiet ist ein weiterer Betonplatz entstanden und wie Sie gehört haben, ist die Möblierung von privater Seite bezahlt worden. Ohne Möblierung durch die Stiftung Trix hätten wir über einen einfachen Betonplatz diskutiert. Hauptsächlich aus diesem Grund wird die Fraktion GLP diese Vorlage zurückweisen. Es kann nicht sein, dass ein Projekt, welches doch fast CHF 2 Mio. kostet, nachträglich vom Stadtrat durchgewunken werden muss, ohne dass dieser darauf Einfluss nehmen kann. Es ist klar, vom finanziellen Standpunkt her war diese Lösung die beste. Sicher

hätte es mehr gekostet, wenn man ein Submissionsverfahren und einen Wettbewerb hätte durchführen müssen. So wäre das Volk aber auch informiert gewesen, was im fraglichen Gebiet passiert.

Das andere ist die ganze konzeptionelle Sache, welche am Walserplatz passiert. Sie haben es von Herrn Klopfenstein gehört: der jetzige Walserplatz, welcher ja mit Bäumen bestückt ist, soll abgeändert werden mit weiteren Bänken, vielleicht gibt es sogar einen verbesserten Zugang zum See. Auch dieses Geschäft kam einen Monat zu spät in den Stadtrat. Es ist mir klar, dass im Moment sehr viel läuft. Trotzdem dürfen solche Verspätungen nicht beschönigt werden wie es die GPK macht. Sie dürfen nicht mehr vorkommen, auch wenn dadurch vielleicht Geld gespart werden kann. Es darf aber nicht nur um das Geld gehen, sondern es geht auch um die Lebensweise. Die alten Leute wollen dort leben, deshalb wünschten sie Bäume. Die Fraktion GLP wird dieses Geschäft zurückweisen. Ich persönlich kann damit nicht leben.

Liechi Gertsch Teres, Fraktion SP: Herr Köhli, die GPK hat nichts beschönigt. Sie konzentrierte sich einfach auf dieses Geschäft und auf diesen Beschlussesentwurf, welcher entweder anzunehmen oder zu verwerfen ist, sowie auf die CHF 1,7 Mio., welche zu sprechen sind. Die Umgebungsgestaltung der Residenz Au Lac ist eine andere Planung. Das Votum der GPK war bereits umfassend, die Fakten wurden dargelegt.

Natürlich hat auch die Fraktion SP das Geschäft diskutiert. Wir wissen, wie das manchmal bei so Geschäften geht: wenn mal der Wurm drin ist, ruft ein Missgeschick das andere... In einem im Allgemeinen mehrheitsfähigen System ist hin und wieder gegenseitiges Verständnis angebracht. Die Fraktion SP beschränkt sich auf die zwei Hauptaspekte in diesem ungewöhnlichen Dossier: Einerseits müsste der Stadtrat in der Tat die Finanzierung eines Geschäftes absegnen, welches bereits in Angriff genommen wurde und bereits fast ausgeführt ist. Dies hat der Stadtrat nicht gerne, das müssen der Stadtrat und die Fraktion SP auch deutlich zuhanden des Protokolls erwähnen. Die politische Einflussnahme des Parlaments ist in einer solchen Debatte wirklich an einem kleinen Ort. Man hat nur noch zwei Möglichkeiten: entweder grosszügig zu sein oder den Spielverderber zu spielen. Eine dritte Möglichkeit, nämlich sachliche Korrekturen oder Ergänzungen an diesem Geschäft einzubringen, gibt es nun wirklich nicht mehr. Deshalb sagt auch die Fraktion SP in aller Entschiedenheit an die Adresse der Exekutive: so geht es im Prinzip normalerweise wirklich nicht. Solche Fälle sind in Zukunft zu vermeiden.

Der andere inhaltliche Aspekt dieses Geschäfts wollen wir aber auch noch einmal in Erinnerung rufen: Frau Borer Winzenried hat mit ihrer Stiftung Trix eine noble und grosszügige Haltung gegenüber der Gesellschaft gezeigt, mit dem, was sie dort am See geschaffen hat. Wenn man bedenkt, was andere wohlhabende Leute mit diesem Geld machen, sieht man, dass hier etwas geschaffen wurde. Das Geld wurde nicht für sich selber, eigensüchtig und raffgierig verwendet, oder auf den Putz gehauen oder an der Börse verjubelt, sondern es wurde für die Gesellschaft eingesetzt. Es ist ein schönes Gebäude entstanden, innen liebevoll eingerichtet. Ich war persönlich am Tag der offenen Tür und habe Frau Borer Winzenried kurz gesehen. Ich habe ihr gesagt, dass mir der Bau gefalle. Dies freute sie und sie sagte mir, sie habe selber zusammen mit der Direktorin, Frau Ravizza, Mobiliar und Einrichtungen ausgewählt.

Wie schon die GPK-Sprecherin erwähnte, ist es sehr verständlich, dass sie möglichst rasch auch die Umgebung gestaltet haben wollte. Frau Borer Winzenried kann nichts dafür, wie das Geschäft dann gelaufen ist.

Das eine ist, dass der Gemeinderat das Geschäft nicht besonders glücklich abgewickelt hat. Das andere ist eine schöne Residenz Au Lac. Beide haben miteinander politisch nichts zu tun, das ist klar. Aber es kann wichtig sein für die Abwägung, ob man Spielverderber sein will, oder ob man sich grosszügig zeigen will. Die Fraktion SP setzt auf das Konstruktive, auf das Grosszügige und geht davon aus, dass sich solche Vorgänge und Vorwegnahmen, wie sie bei diesem Geschäft passiert sind, nicht wiederholen werden. Die Fraktion SP empfiehlt dem Stadtrat, das Geschäft gutzuheissen.

Brassel Urs, Fraktion Forum: Das Forum sieht es wie die GPK. Danke für die gute Antwort. Die Gedanken des Forums gehen in die gleiche Richtung. Ich bin jetzt seit fünf Jahren im Stadtrat. So etwas habe ich noch nie erlebt, und ich denke auch nicht, dass ich das in Zukunft nochmals erleben werde. In diesem Geschäft hat es gepresst. Laut Gemeinderat war dieses Vorgehen die einzige Möglichkeit, die Umgebung noch vor der Eröffnung zu gestalten. Deshalb stimmt das Forum diesem Geschäft zähneknirschend zu.

Rüfenacht Daphné, Fraktion Grüne Biel: Wir haben es bereits gehört, in dieser Vorlage wurden viele Fehler gemacht. Ich fasse nochmals kurz zusammen: Es wurde vor der Kreditbeschaffung gebaut, die Kosten sind massiv höher als in der Investitionsplanung vorgesehen, Bericht und Plan sind so verfasst, dass sich nur die kreativsten StadträtInnen etwas darunter vorstellen können. Wahrscheinlich hat sich auch niemand gross Mühe gegeben, denn die ParlamentarierInnen können den neuen Platz ja bereits besichtigen. Die Gestaltung ist nicht einladend, wieder einmal wurde nicht gesamtheitlich geplant. Zum Beispiel kann das Regenwasser nicht versickern. Warum holte der Gemeinderat die nötigen Verpflichtungskredite nicht früher im Stadtrat ein? Es ist nicht das erste Mal, dass der Gemeinderat dem Stadtrat einen Kredit beantragt, nachdem das Geld bereits ausgegeben ist. Die Begründung im vorliegenden Fall ist für uns ungenügend. Die Planungen im Masterplangebiet sind seit längerem bekannt, die Vorlage hätte rechtzeitig in den Stadtrat kommen können. Alles wird zubetoniert und es wird erwartet - eigentlich hat der Stadtrat auch keine andere Wahl - dass er heute brav aufsteht und diesen Kredit bewilligt. Die Grünen werden dies aber nicht tun. Die Fraktion Grüne Biel ist mit diesem Vorgehen nicht einverstanden und wird somit auch den Kredit verweigern. Klar ist uns bewusst, dass der Beton mit unserer Haltung nicht in eine Blumenwiese verwandelt werden kann.

Stöckli Schwarzen Heidi, SP: Ich möchte zuhänden des Protokolls und der Medien festhalten, dass das Votum der GPK nicht in einer Art abgefasst war, dass es eine Beschönigung wäre. Die GPK hat sich gesagt, dies ist so ein aussergewöhnliches Geschäft, dass die formale Würdigung nur aussergewöhnlich, süffisant und ironisch sein kann. Ein Teil hat dies verstanden, aber nicht alle. Ich möchte nur, dass das klar ist.

Gurtner Roland, Passerelle: J'ai été très étonné de la légèreté avec laquelle la Commission de gestion a passé l'éponge sur cette affaire et également par la prise de position des grands groupes de ce Conseil de ville. Je me rallie tout à fait à la

position du Groupe des Verts. Je pose encore une fois la question: j'aimerais bien savoir et entendre, de la part du Directeur des travaux publics, pourquoi cette demande de crédit n'a pas été soumise au Conseil de ville plus tôt, afin que le Conseil de ville puisse aussi se prononcer et donner son avis avant que les travaux ne commencent? Il s'agit tout de même d'un espace public. Le Conseil municipal a, ici, enfreint la loi.

Ma deuxième question est la suivante: que se passerait-il si le Conseil de ville refusait le crédit, par protestation contre la façon d'agir du Conseil municipal? S'agit-il encore d'un crédit? Ne devrait-on pas parler ici du remboursement d'un prêt?

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich glaube, man konnte die Ironie schon verstehen, welche Heidi Stöckli Schwarzen an den Tag gelegt hat. Man sagt, ein menschliches Wesen verstehe Ironie ab dem 12. Lebensjahr. So alt sind wir sicher alle. Was aber mit dieser Ironie einher geht ist, dass die Kritik der GPK eine gewisse Leichtigkeit hatte. Für mich ist diese Leichtigkeit nicht genügend gegenüber dieser Vorlage.

Sie haben es schon gehört: der Platz am See musste durchgepeitscht werden in einer Geschwindigkeit, bei welcher man nur noch staunen konnte. Bis jetzt ist kein Stein versetzt. Beim vorliegenden Geschäft gibt es immerhin eine Planung. Die Planung einer Residenz Au Lac geht über Jahre. Dass dabei vergessen geht, dass es auch noch eine Umgebungsplanung braucht und wie diese in die Instanzen einzufließen hat, finde ich höchst erstaunlich. Ich hätte auch dazu gerne eine Antwort des Baudirektors. Schlussendlich geht es um einen Strassenraum, der nicht x-beliebig gestaltet werden kann. Immerhin hat es Seitenränder, es hat einen Mittelstreifen. Es gibt einen gewissen Handlungsspielraum in der Planung, wie das aussehen sollte. Es müsste nicht zwingend eine asphaltierte und betonierte Fläche sein. Zum Beispiel käme auch eine Teilversiegelung in Frage, ähnlich wie auf dem Zentralplatz, wo das Wasser immerhin versickern kann. Ich möchte wissen, ob solche Aspekte geprüft wurden oder nicht. Meine letzte Frage: ist dieses Vorgehen nun ein Referenzprojekt für das weitere Vorgehen im Masterplangebiet? Private offerieren die Möblierung, welche dankend entgegengenommen wird. Oder wie wird es weitergehen mit den Möblierungen und Gestaltungen auf dem Masterplangebiet?

Calegari Patrick, SVP: Normalerweise habe ich gar keine Freude an "Fait accompli", und heute Abend handelt es sich ja um ein "Fait accompli". Heute muss ich aber sagen, der Stadtrat muss dieses Geschäft entgegennehmen. Was da gemacht wurde, ist wirklich gut. Stellen Sie sich vor: Die Stadt erhielt eine Salami, und nun streiten wir uns darum, wer jetzt das Brot kaufen soll. Biel hat eine schöne Salami erhalten! Frau Borer Winzenried hat uns etwas wahnsinnig Schönes offeriert und sie hatte einen ganz klaren Wunsch: bei der Eröffnung muss auch die Umgebung gestaltet sein. Man kann sich nun streiten über Beton oder Bäume, aber jetzt ist es halt so und die kleinen Fehler, wie, dass das Wasser nicht versickert, können sicher noch behoben werden. Aber ich muss sagen, ich bin stolz darauf, dass Biel nun eine solche Anlage hat. Die Stadt hat ein riesiges Geschenk erhalten und nun diskutieren wir über 1,7 "Milliönchen". Ich sage es extra so, wir hatten nämlich schon andere Diskussionen über andere Beträge. Ich gebe Herrn Brassel aber zu 100% Recht, wir müssen nun diesem Bericht zustimmen. Ich bin schon etwas länger im Stadtrat, bald neun Jahre, und ich kann mich auch an keinen ähnlichen Fall erinnern. Es wird auch nie mehr einen solchen Fall geben, das ist eine Ausnahme. Ich kenne niemanden,

der der Stadt noch einmal ein Altersheim schenken wird. Die Salami haben wir entgegengenommen, jetzt müssen wir halt auch noch das Brot liefern.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke den wenigen Rednern, die dieser Vorlage etwas Gutes abgewinnen konnten. Es ist klar, mit dieser Vorlage konnte der Gemeinderat keinen Oskar und keinen Blumenstrauss gewinnen. Das war der Baudirektion von Anfang an klar. Ich gebe es zu, die Vorgehensweise ist absolut aussergewöhnlich. Es ist eine *Fait accompli*-Situation, und das hat der Stadtrat nicht gerne. Deshalb will ich die geäusserte Kritik gar nicht zurückweisen. Es ist mir absolut klar, das Prozedere war nicht ideal. Darum: *mea culpa*.

Zur Ehrenrettung, wenn es überhaupt noch eine Ehre zu retten gibt, möchte ich dennoch folgende Argumente ins Feld führen: Die Situation im Masterplangebiet, im Konkreten die Aussenraumgestaltung, war aussergewöhnlich. Sie hat zu Schnittstellenproblemen geführt zwischen privater und öffentlicher Trägerschaft. Es war eine Art PPP. Besonders der sich in diesem Gebiet befindende 17-Meter-Streifen hat zu Diskussionen Anlass gegeben, und dann auch der Streifen vor der kaufmännischen Berufsschule und vor der Alterssiedlung. Nach Überbauungsordnung war dieser 17-Meter-Streifen immer als Zufahrt und als Strasse vorgesehen. Er dient ja als Zufahrtsweg für das Parking hinter dem Medienzentrum und auch als Vorfahrt, ist also eine Strasse. Strassen werden in der Regel in der Stadt Biel nicht begrünt mit Rasen, zumal sich unter der Strasse noch eine Tiefgarage befindet. Nun konnte diese Strasse ja aber zum Glück mit mobilen Elementen ausstaffiert werden. Im Lauf der Diskussionen mit der Bauherrin entstanden Sonderwünsche, die Isolation war eine Frage, der Strassenbereich, die Haftung und so weiter.

Ebenfalls zur Ehrenrettung muss festgehalten werden, dass seitens der Baudirektion kein Leidensdruck bestand, diesen 17-Meter-Streifen zu forcieren. Wir hätten das ordentlicherweise durch den Stadtrat abwickeln lassen wollen. Es war dann aber so, dass die Alterssiedlung Trix im Frühling öffnen wollte. Die Baudirektion war aber noch nicht so weit, um das Geschäft ordnungsgemäss abwickeln zu können. Es hätte ein Projektierungskredit und ein Kredit verlangt werden müssen und die Umgebung wäre jetzt noch nicht fertig. Die Baudirektion war hin und her gerissen. Was sollte sie tun? Sollte das Projekt vorfinanziert werden oder sollte gewartet werden? Dann wäre die Eröffnung gekommen und die Stadt wäre nicht bereit gewesen. Bauschutt und Pfützen hätten die Eröffnung behindert. Vermutlich hätte die Stadt auch dann eine Rüge erhalten.

Die Baudirektion hat dieses Problem intensiv diskutiert und kam zu der innovativen Lösung einer Vorfinanzierung durch die Stiftung Trix. Bei Detailerschliessungen ist dieses Vorgehen nicht so aussergewöhnlich, wie beispielsweise in der Löhre. Die Bauherrin hatte aber nicht einfach freie Hand. Die Offerten wurden durch die Stadt auf Herz und Nieren geprüft. Es war bekannt, welche Unternehmen berücksichtigt würden. Die Stadt kam zum Schluss, dass dieses Projekt für sie stimmt. Es kostet CHF 1,48 Mio. vorbehältlich endgültiger Abrechnung. Die Aussenelemente, welche in der Überbauungsordnung nicht vorgesehen waren, bezahlte die Bauherrin selber. Vermutlich wäre das Projekt teurer geworden, wenn die Stadt alles selber gemacht hätte. Alle Details betreffend Schnittstellen, zum Beispiel zur Isolation, zur Haftungsfrage und so weiter sind in einem Vertrag geregelt. Es ist alles korrekt. Der

einzigste Mangel ist, dass das finanzkompetente Organ umgangen wurde, das gebe ich zu. Es war ein aussergewöhnliches Vorgehen, aber ich bin überzeugt, dass von allen Massnahmen diese innovative Lösung die beste war. Ich lasse aber die Kritik gelten, dass alles zu schnell gegangen sei und der Stadtrat nicht angehört wurde. Die Kommunikation müsste wohl noch verbessert werden.

Dieser Entscheid ist mir nicht leicht gefallen, ich habe Lehren daraus gezogen und kann Ihnen versichern, dass die Baudirektion sicher bis ins Jahr 2011 nicht mehr mit einem solchen Geschäft kommen wird. Bisher wurde noch nichts bezahlt. Der Betrag wird erst nach Genehmigung des Beschlusses fällig. Es handelt sich um CHF 1,2 Mio. Von den Zinsen her müsste die Stadt acht Tage Verzugszins zahlen. Ich verstehe den Unmut des Stadtrats und habe meine Erklärungen zu diesem Geschäft abgegeben.

Noch wegen dem Aussenraum, Herr Köhli: Die Exekutive hat hier einfach die Überbauungsordnung vollzogen. Die sieht keine Bäume und nichts vor. Es handelt sich um einen Strassenzug mit Trottoir, der hier verwirklicht wurde. Das hat nichts zu tun mit dem Walserplatz, welchen wir sicher noch überarbeiten müssen. Aber das, was die Stiftung Trix erstellen liess, hätte die Stadt nicht anders gemacht, vermutlich wäre es einfach noch etwas teurer geworden.

Ich hoffe, dass ich Sie überzeugen konnte und bitte Sie, dem Kredit trotzdem zuzustimmen. Die Sache ist nämlich gut und immerhin hatten wir eine Bauherrschaft, die CHF 50 Mio. für eine gute Sache investiert hat. Ich glaube, es war gut für die Stadt, in dieser aussergewöhnlichen Situation mitzumachen und diesen Bau vorfinanzieren zu lassen.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich möchte noch auf die Frage antworten, was passieren würde, falls der Stadtrat dieses Geschäft ablehnen würde. Selbstverständlich haben wir Frau Borer Winzenried darüber informiert, dass die Kompetenz des Gemeinderats nicht ausreicht, um diese Kredite zu genehmigen. Dieses Risiko gingen sowohl die Stadt wie auch Frau Borer Winzenried von der Stiftung Trix ein. Im Bericht auf Seite 4 finden Sie entsprechende Bemerkungen. Falls der Stadtrat diesem Kredit nicht zustimmen würde, müsste die Stadt mit Frau Borer Winzenried verhandeln, um zu schauen, was aus dieser schwierigen Situation gemacht werden könnte. Die Verteilung müsste anders geregelt werden. Es ist aber klar, die Bauten sind erstellt. Ich habe absolutes Verständnis für die Kritik des Stadtrats. Der Gemeinderat hat diese Aufgabe im Bewusstsein um diese Kritik so gelöst. Er war der Meinung, dass die Kritik seitens des Rats für die Stadt weniger schädlich wäre als die Kritik seitens der Stiftung Trix. Deshalb ist der Gemeinderat froh, dass diese Kritik gesittet ausgefallen ist.

Gurtner Roland, Passerelle: La réponse de Monsieur Stöckli ne me satisfait pas encore tout à fait. Vous qui êtes juriste, Monsieur Stöckli, que va-t-il se passer si le Conseil de ville refuse le crédit? Vous ne pouvez pas payer, puisque vous n'en avez pas le droit. Donc, vous allez être attaqué en justice j'imagine? C'est ce genre de détails que j'aurais voulu avoir sur ce que pourrait être l'issue d'une telle situation.

La réponse à la question posée à Monsieur Klopfenstein est très vague! Je lui avais demandé pourquoi le Conseil municipal n'avait pas soumis cette demande de crédit

plus tôt. J'ai entendu qu'il avait dit: "*Wir waren noch nicht weit genug*". Mais que signifie: nous n'étions pas assez avancés? Il y a des raisons à cela. Ce sont ces raisons qui m'intéressent. J'aimerais bien avoir une réponse plus précise. Merci.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich möchte vom Baudirektor nochmals den genauen Betrag erfahren. Vorhin hat er von CHF 1,2 Mio. gesprochen, in der Vorlage ist die Rede von CHF 1,745 Mio. Es war noch eine dritte Zahl im Raum. Um welche Zahl geht es jetzt wirklich?

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Ich habe eine Frage an den Stadtpräsidenten und Finanzdirektor: Wie genau ist der letzte Satz zu verstehen? Es wurde gesagt, die Kritik des Parlaments sei weniger schlimm als die Kritik der Stiftung Trix. Muss daraus herausgehört werden, dass die wirtschaftlichen Interessen höher gewertet werden als die demokratisch-parlamentarischen?

Augsburger-Brom, Fraktion SP: Meine Frage betrifft nicht das Prozedere. Die ausgesprochenen Kritiken unterstütze ich. Wie schätzt der Gemeinderat die Informationspolitik im Zusammenhang mit diesem Geschäft ein? Hätte diese verbessert werden können, wenn der Stadtrat wenigstens informiert worden wäre, als die Entscheidungen fielen? Nun konnten die ParlamentarierInnen alles nur aus der Zeitung entnehmen, wo man nie genau weiss, wie es wirklich ist.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Zuerst zur Frage von Herrn Grupp, wieviel jetzt effektiv bezahlt wird. Man muss hier unterscheiden. Im Vertrag mit der Stiftung Trix ist festgehalten, dass sie verpflichtet ist, die Aussenraumgestaltung vorzunehmen und die Stadt bezahlt den maximalen Werkpreis von CHF 1,485 Mio. als maximales Kostendach. Fällt die Abrechnung tiefer aus, bezahlt die Stadt weniger. Dazu kommen die Landerwerbskosten. An die Stiftung Trix gehen aber maximal CHF 1,485 Mio.. Das ist keine grosse Abweichung zum Investitionsbetrag, wenn man sieht, dass in dem Investitionsbetrag nur der 17-Meter-Streifen berücksichtigt ist. Nun ist ja noch der nördliche und der südlichen Aussenraum sowie der Raum hinter dem Projekt X hinzu gekommen.

Zur Frage von Frau Augsburger: Normalerweise wird ja an der letzten Gemeinderatssitzung informiert, bevor das Geschäft in die Stadtkanzlei geht. Der Gemeinderat ging davon aus, dass dies die Augustsitzung wäre, was nicht mehr gereicht hat. Seltsamerweise waren die Akten trotzdem schon bei der Presse, deshalb kam es zu dem Artikel im Bieler Tagblatt. Wahrscheinlich hätte der Gemeinderat direkt nach seiner Sitzung, also kurz vor den Sommerferien, den Stadtrat zu einer Informationsveranstaltung einladen sollen. So wäre der übliche Ablauf gewesen. Es bestand allerdings ein gewisser Druck wegen den Sommerferien und ich kann ja erst informieren, wenn der Gemeinderat entschieden hat. Das vermag jetzt wahrscheinlich nicht ganz zu überzeugen, aber es ist einfach so gelaufen.

Herr Gurtner, wegen dem Aussenraum. Sie sagen, ich hätte vage geantwortet. Von der Baudirektion her wussten wir, dass dieser 17-Meter-Streifen einmal gemacht werden muss und immer in der Investitionsplanung enthalten war. Es bestand aber kein extremer Leidensdruck, diesen Streifen jetzt zu gestalten. Der Druck kam erst von der Stiftung Trix. Wie ich bereits erwähnt habe, wären die Bauarbeiten bei einem korrekten Ablauf frühestens im September fertig gewesen. Es ist fraglich, ob das

besser gewesen wäre. Der private Partner trieb dieses Projekt voran. Deshalb kam der Gemeinderat zu der Lösung mit der Vorfinanzierung. Im Jahr 2008 bestand aber von Seiten der Baudirektion noch kein riesiger Leidensdruck, was diesen 17-Meter-Streifen betrifft. Es war als Ganzes eine aussergewöhnliche Situation und kommt sicher nicht wieder in dieser Art vor.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich glaube, dem Gemeinderat geht es noch wesentlich besser als dem Bundespräsidenten. Es wurde ein Vertrag abgeschlossen, bei welchem die Gegenpartei darüber informiert wurde, dass der Gemeinderat nicht zuständig ist. Die GPK und auch die Stadträte konnten diesen Vertrag einsehen. In Artikel 8 wurde gesagt, der Gemeinderat setze sich dafür ein, dass dieses Geschäft behandelt würde. Falls die Behandlung zu spät erfolgt, muss ein Verzugszins bezahlt werden. Nun muss tatsächlich für ein paar Tage Verzugszins bezahlt werden. Weshalb die Stadt zu spät ist, ist mir immer noch ein Rätsel, aber lassen wir das. Es wäre noch interessant zu schauen, wer jetzt diesen Verzugszins bezahlen muss. In Artikel 8 steht, ich zitiere: *"Sollte wider Erwarten das Geschäft überhaupt nicht oder die Verpflichtungssumme nicht in dieser Höhe genehmigt werden, werden die Parteien ohne Verzug in Verhandlungen treten, um eine für beide Parteien tragbare Lösung zu finden."* Das bedeutet, Frau Borer Winzenried schenkte dem Gemeinderat das Vertrauen, dass er in der Lage ist, das Parlament davon zu überzeugen, diesen Kredit zu genehmigen. Ich gebe zu, dass dies eine schwierige Situation ist. Herr Gemeinderat Contini gab mir vorhin einen guten Tipp: Falls das Parlament nicht überzeugt werden könnte, was ich nicht glaube, wäre es möglich, dass die Stadt vor Gericht müsste. Der gerichtliche Vergleich fiel dann in die Zuständigkeit des Gemeinderats, wenn Frau Borer Winzenried Klägerin und die Stadt Beklagte wären. Das war mir jedoch nicht klar, als der Vertrag abgeschlossen wurde. Ich danke Herrn Contini für den guten Hinweis.

Die demokratischen Rechte wurden in keiner Weise absichtlich verletzt. Der Gemeinderat hat lediglich versucht, aus dieser speziellen Situation das Beste zu machen. Ich bin froh, dass es im Parlament Leute gibt, die diese Bemühungen mit ihrer Zustimmung zum Geschäft honorieren werden. Es ist klar, dass eine solche Vorgehensweise nicht mehr vorkommen darf.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 3 juillet 2009 concernant "Périmètre du Masterplan, aménagement de l'espace routier public", et s'appuyant sur l'art. 40 du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Le projet "Périmètre du Masterplan, aménagement de l'espace routier public " est approuvé et un crédit d'engagement de 1'745'000 fr. est accordé.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou

s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

179. Motion urgente 20090093. Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne, "Affectation intermédiaire du Parc Expo"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion urgente en postulat et de l'adopter comme tel.

Rüfenacht Daphné, Grüne Biel: Mit der Umwandlung in ein Postulat bin ich einverstanden. Ich hoffe sehr, dass das Gelände bald attraktiviert wird, sonst bringt es dann irgendeinmal wirklich nichts mehr. Vor allem hoffe ich, dass die Gitter entfernt werden und die Fläche öffentlich zugänglich wird.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich danke für die Bereitschaft, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Wir haben ja dann noch ein weiteres Geschäft von Herrn Moser zu diesem Thema. Ich bin glücklich darüber, wie diese Geschichte jetzt läuft. Machbarkeitsstudien werden nun gemacht und ich hoffe, dass wir bis ins Jahr 2011 mit den Volksvorlagen operieren können. Auf nationaler Ebene entstand ein riesiges Interesse, und wie gestern in den Zeitungen zu lesen war, gab Solothurn seine Wasserstadt bekannt. Biel kann da absolut mithalten. Am Ende des Artikels war zu lesen, dass auch in Biel eine solche Wasserstadt entstehen soll. Ich bin übrigens auch froh, dass die Intervention der Stadt Biel in Nidau zum jetzigen Zeitpunkt die Wahlen nicht beeinflussen wird.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

180. Motion urgente 20090094, Patrick Calegari, UDC, "Financement spécial en faveur de l'assainissement de bâtiments"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion urgente et de la radier du rôle comme étant réalisée.

Calegari Patrick, SVP: Selbstverständlich habe ich keine Freude an dieser Antwort. Aber ich habe ja keine andere Wahl. Das Geld ist bereits verteilt, also kann ich nicht darauf beharren und muss es akzeptieren, wie es ist. Dies bedaure ich.

Weshalb reichte ich diese Motion damals dringlich ein? Im Mai wäre noch genügend Zeit gewesen, vor der Verteilung des Geldes einen Entscheid zu treffen und dem Stadtrat ein Geschäft zu unterbreiten, mit welchem die CHF 5 Mio. irgendwo hätten deponiert werden können, um dringende Unterhaltsarbeiten und Reparaturen auszuführen. Von Angestellten der Stadt Biel weiss ich, dass es auch andere Gebäude als Schulhäuser gibt, welche renovationsbedürftig sind. Bei den Schulhäusern weiss ich, dass in letzter Zeit viel investiert wurde und auch in Zukunft noch viel investiert wird. Deshalb haben wir ja diese Spezialfinanzierung und darüber bin ich froh. Ich denke aber auch an Gebäude wie das Kongresshaus, das Volkshaus, den Hirschensaal, die öffentlichen Toiletten, Sportanlagen, Garderoben, das Stadtarchiv und den Friedhof. Biel hätte wirklich an vielen Orten Nachholbedarf. Ich habe das schon oft gesagt: Die nächste Generation wird dem Gemeinde- und dem Stadtrat dankbar sein, dass er nicht in den guten Jahren, mit guten Rechnungsabschlüssen für diesen Unterhalt gesorgt hat. Spätere Generationen werden diesen Unterhalt eventuell nicht mehr vornehmen können, weil dann eben die Finanzen nicht mehr gegeben sind. Es wäre eine Vorbildfunktion für die lokale Wirtschaft gewesen, wenn jetzt sofort ein paar schöne Aufträge hätten vergeben werden können. Dies hätte ein wenig über die schlechte Zeit hinweggeholfen. Deshalb hatte ich beim Geschäft Masterplan Freude, dass wir die CHF 1,4 oder 1,5 Mio. sofort verteilt haben. Die lokale Wirtschaft ist sicher froh darum.

Ich werde sicher einen neuen Vorstoss einreichen. Jetzt will ich wissen, wie es um die Gebäude der Stadt Biel steht. Was ist dringend, wieviel kostet es? Dann können wir vielleicht nochmals darüber debattieren. Ich kann mir vorstellen, dass wir dabei noch einige Überraschungen erleben werden. Wie gesagt akzeptiere ich den Vorschlag, meine Motion erheblich zu erklären und als erfüllt abzuschreiben.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich glaube nicht, dass künftige Generationen unserer jetzigen Generation vorwerfen können, die Immobilienwerte seien ungenügend bewirtschaftet worden. In den letzten Jahren wurde überproportional in diese Werte investiert. Ich bin sehr froh, wenn Herr Calegari diese Fragen stellt. So kann der Gemeinderat diese Investitionen darlegen. Im Text wird ja im Detail dargestellt, was alles gemacht wird. Der Wunsch nach einer Spezialfinanzierung und nach antizyklischem Verhalten freute mich ausgesprochen. Es wäre gut, wenn dies die Haltung der gesamten bürgerlichen Seite wäre, wir hätten dann weniger Aufwand vor dem Regierungstatthalter.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

181. Interpellation urgente 20090098, Hanspeter Habegger, Groupe UDC/PSL, "Restaurant Schützenhaus! Et maintenant?"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse.

Habegger Hanspeter, Fraktion SVP/FPS: Das Restaurant Schützenhaus ist ebenfalls eine städtische Liegenschaft. Auch dort soll Geld investiert werden. Ich habe drei Fragen gestellt und drei magere Antworten erhalten. Diese Antworten stimmen bereits nicht mehr. Die Küche solle umgebaut, der Wintergarten erstellt und die Wohnung renoviert werden. Dies ist alles schon nicht mehr der Fall. Es werden nur noch einzelne Geräte ersetzt, der Wintergarten wurde gestrichen. Etwas anderes ist der Spielplatz, dieser ist ja auch in einem sehr schlechten Zustand. Gemäss Liegenschaftsverwaltung könne dieser im Moment noch so betrieben werden. Deshalb brachte der Wirt selber ein Schild an, welches darauf hinweist, dass die Benutzung des Spielplatzes auf eigene Verantwortung erfolgt. Es ist mir schon ein Anliegen, dass wenigstens dieser hergerichtet und aus diesem Restaurant wieder etwas Anständiges gemacht wird. Es reicht nicht, nur einen neuen Anstrich vorzunehmen und den Herd zu ersetzen. Von der Antwort bin ich nicht befriedigt.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Die Antwort wurde am 8. Mai 2009 verfasst. Der Gemeinderat ist nicht dafür verantwortlich, dass der Vorstoss erst im September 2009 im Stadtrat behandelt wird.

182. Interpellation urgente 20090099, Marc Despont, Forum Biel/Bienne, "Bâtiments du chemin des Tulipes 4 - 6"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: La parole n'est pas demandée et selon l'indication de Monsieur Kaufmann, Monsieur Despont est satisfait de la réponse.

183. Motion urgente 20090136, Niklaus Baltzer, SP, "A5 branche ouest avec semi-jonction Bienne-Centre et semi-jonction au Faubourg du Lac"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion urgente en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Ich habe mir überlegt, wie ich vorliegenden Vorstoss vertreten soll, wenn in den Medien und an Sitzungen berichtet wird, dass auf allen Ebenen bereits schergewichtig an unseren Vorschlägen gearbeitet wird. Ich könnte einfach ein Dankeschön aussprechen und sagen, das wär's. Die Sache ist aber zu gewichtig, als dass einfach zur Tagesordnung übergegangen werden darf.

Beginnen wir mit dem Formellen: Ich habe den Vorstoss gemeinsam mit Daphné Rufenacht eingereicht. Es wäre deshalb korrekt gewesen, wenn der Gemeinderat in

seiner Antwort nicht nur meine Wenigkeit, sondern Daphné Rüfenacht ebenfalls angesprochen hätte. Aber das hat vielleicht mehr mit der Gender-Frage zu tun als mit der A5. Bleiben wir bei der A5.

Ich und meine Mitunterzeichnerin haben den Vorstoss sehr ausführlich begründet und möchten uns bei den RatskollegInnen dafür entschuldigen, dass da neben unseren beiden Unterschriften kein weiterer Platz mehr übrig geblieben ist. Wir nehmen natürlich an, dass alle den Vorstoss gerne unterzeichnet hätten. Weil alle wissen, dass die A5 auch heute noch umstritten ist, möchten wir uns nochmals für unseren Kompromiss einsetzen, aber auch gleichzeitig einige kritische Fragen nachschieben. Ich werde den ersten Teil übernehmen, Daphné Rüfenacht den zweiten.

Ein kurzer Rückblick: Als vor einem Jahr die IG-Lebensqualität die Idee zweier Halbanschlüsse in Bienne-Centre und Seevorstadt den Mitgliedern der A5-Kommission darlegte, hatten vor allem die Nidauer die Idee des Portertunnels lanciert und in Biel wurde anlässlich der Gemeindewahlen von allen Seiten gefordert, dass der Westast der A5 völlig gedeckt werden müsse. In der A5-Kommission haben Stadtplaner und Baudirektor verzweifelt versucht, uns ihre Rettungsvarianten von Bienne-Centre darzustellen. Insbesondere der Stadtplaner hat uns klar gemacht, dass 80% des Verkehrs binnenstädtisch bzw. regional verursacht wird. Die Autobahn soll einen beachtlichen Teil dieses hausgemachten Verkehrs aufnehmen. Das soll dadurch erreicht werden, dass die Durchfahrt durch die Stadt mit begleitenden Massnahmen stark eingeschränkt werden soll. So jedenfalls steht es im Verkehrskonzept des Gemeinderats.

Mit der ernsthaften Prüfung des Portertunnels durch die Planer hat sich die Situation für Bienne-Centre vollständig geändert: bis da war Bienne-Centre gleichzeitig Autobahnauf- und -abfahrt, aber gleichzeitig eben auch Autobahnkreuz mit Abzweigung Richtung Bieler Südseeufer. Mit einem Portertunnel verliert Bienne-Centre die Funktion des Autobahnkreuzes. Dieser Verkehr wird nach Brügg umgelenkt.

Wir haben bald erkannt, dass der Raum in Biel für eine Autobahn, insbesondere für Auf- und Abfahrten, sehr beschränkt ist. Dennoch waren wir der Meinung, dass ein Verzicht auf Anschlüsse den Prinzipien der Verkehrsberuhigungsmassnahmen zuwiderlaufen könnte, denn die Absicht, den binnenstädtischen Verkehr auf die Autobahn umzulenken, funktioniert nur, wenn es relativ viele Autobahnanschlüsse gibt.

Die Idee, in Bienne-Centre und Seevorstadt je einen Halbanschluss in Richtung Bern-Zürich respektive Neuenburg zu bauen, ist ein Kompromiss, ein Kompromiss, mit dem mehrere Probleme aufs Mal gelöst werden können: das eine ist, die Verkehrsströme in und um Biel möglichst gemäss dem Verkehrskonzept zu lenken.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Baltzer, je vous demande de conclure.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Es ist nicht mehr so viel. Also, ich versuche abzukürzen... Die Vorteile dieses Kompromisses sind, dass die Bernstrasse geschlossen und auf einen Anschluss im Brüggmoos verzichtet werden kann. Der

ganze Weg entlang dem See kann zu einer Quartierstrasse umgewandelt werden. Für viele Leute bringt diese Lösung Vorteile. Die Variante A5, so wie sie jetzt vorgeschlagen wurde, käme der ganzen Verkehrssituation in Biel zu Gute. Insbesondere Fussgänger und Langsamverkehr würden in allen Quartieren profitieren, wenn die verkehrsberuhigenden Massnahmen umgesetzt werden. In diesem Sinn ist dieser Vorschlag nicht nur die beste Lösung, sondern insbesondere gegenüber der Lösung ohne Westast ist eine wesentliche Verbesserung möglich.

Zum Abschluss möchte ich noch sagen, dass der Vorschlag gegenüber dem ursprünglichen Vorschlag rund eine halbe Milliarde weniger kosten würde. Die Motion kann durchaus in ein Postulat umgewandelt werden. Ich hoffe, dass der Stadtrat diesem Vorstoss zustimmen wird.

Rüfenacht Daphné, Grüne Biel: Wie bereits Niklaus Baltzer erwähnt hat, möchten wir die Gelegenheit nutzen, ein paar Fragen zur aktuellen Arbeit der A5-Arbeitsgruppe zu stellen. Vorher möchte ich mich bedanken, dass unser Vorschlag aufgenommen und weiterverfolgt wird. Dies freut mich sehr.

Ich komme zu unseren Fragen: An der Informationsveranstaltung vom 31. August 2009 wurde erwähnt, dass bei einem Halbanschluss Seevorstadt, wie wir ihn in unserer Motion fordern, eine Öffnung von 170 m Länge nötig sei. Die Autobahn ganz in der Nähe des meistbesuchten Naherholungsgebietes der Stadt, dem Strandboden, offen zu gestalten, ist für uns unverträglich. Warum ist diese Öffnung nötig? Wie wird sie begründet? Geht es dabei nur um Kosteneinsparungen? Ich erkläre kurz, warum wir dies befürchten: Auf Grund eines längeren Tunnels müsste eine kostspieligere Lüftung eingesetzt werden. Um diese Mehrkosten zu umgehen, wird vorgeschlagen, den Tunnel zu teilen. Die Autobahn müsste gemäss Vorschrift zwischen beiden Tunnels mindestens 160 m offen geführt werden. So könnten die Mehrkosten für eine aufwändigere Lüftung eingespart werden. Unser Vorschlag würde bereits enorme Einsparungen bringen. Wir sind der Meinung, dass die Mehrkosten für die Lüftung eines längeren Tunnels eine absolut sinnvolle Investition wären. Deshalb bitten wir den Gemeinderat, sich für eine vollständige Deckung der Autobahn einzusetzen. Merci für die Antwort auf die gestellten Fragen und für die Unterstützung.

Liechi Gertsch Teres, Kommission A5: Ich möchte eine kurze Stellungnahme der Kommission A5 abgeben. Der vorliegende Vorstoss wurde von zwei Mitgliedern der Kommission A5 verfasst. Er ist eine Folge der in der Kommission geführten Debatte sowie von Gesprächen, welche die Kommission mit der IG Lebensqualität und anderen Bevölkerungsgruppen geführt hat. Die Kommission erachtet es als ihre Aufgabe, sich auch mit anderen Teilen der Bevölkerung zu besprechen, um den Gemeinderat konsultativ beraten zu können. Am 10. Juni 2009 tagte die Kommission A5, um ihre Haltung gegenüber dem nun vorliegenden Vorstoss nochmals zu definieren. Es wurde einstimmig beschlossen, dass die Grundrichtung des Vorstosses unterstützt wird. Am 15. Juni 2009 wurde die beschriebene Idee auch der Begleitgruppe mitgeteilt. Durch Herrn Klopfenstein floss sie auch in den Gemeinderat. Die Kommission A5 stützt den Vorstoss und die Antwort des Gemeinderats. Sie empfiehlt, den Vorstoss anzunehmen.

Moser Peter, FDP: An und für sich sind Ausgangslage und Antwort des Gemeinderats für unsere Fraktion klar. Ich verweise aber einmal mehr auf die

Kompetenz und auf das stufengerechte Diskutieren. Die Arbeitsgruppe Stöckli hat einen guten Vorschlag aufgenommen. Er wird diskutiert und gerechnet. Jetzt muss bis zur nächsten Sitzung der Begleitgruppe im November gewartet werden, um zu wissen, was diese Untersuchungen ergeben haben. Alles weitere Diskutieren und Fragen stellen ist für das Forum hier und jetzt am falschen Platz.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke Ihnen für die Zustimmung. Alle haben ein bisschen Recht. Die Ausführungen von Herrn Baltzer bestreite ich nicht. Die Zusammenfassung, welche Sie gemacht haben, ist absolut richtig und die neue Variante 3+ mit zwei Halbanschlüssen als Mittellösung geht ja jetzt in diese Richtung. So kann vielleicht die hässliche Variante, welche der Kanton vorgeschlagen hat, umgangen werden. Wie Herr Moser gesagt hat, wird die Variante 3+ nun in einer Arbeitsgruppe bearbeitet. Wie diese Halbanschlüsse konkret im Detail aussehen werden, weiss man noch nicht. Natürlich möchte auch der Gemeinderat die grösstmögliche Überdeckung. Wenn es jetzt so läuft, kann der Teil Bernstrasse von Bienne-Centre völlig überdeckt werden, das wäre ein Vorteil.

Zur Frage von Frau Rüfenacht zur Seevorstadt: Es existieren einige Skizzen von diesem Gebiet, welche nicht so befriedigend sind. Eine gewisse Öffnung wird nicht zu verhindern sein. Zur Zeit hat sie eine Länge von 150-160 m. Ich kann nur sagen, dass diese Öffnung nicht aus Kostengründen gemacht wird. Es geht dabei um Normen. Sie wissen, dass die Autobahn in diesem Bereich in beiden Fahrtrichtungen einspurig ist. Deshalb darf die Einspurstrecke für die neu auf die Autobahn einfahrenden Autos nicht überdeckt werden. Dies ist die zur Zeit bestehende Norm des ASTRA (Bundesamt für Strassen), daran können wir nicht rütteln. Bei Bienne-Centre sieht es anders aus, das System ist dort anders und die Einfahrt kann überdeckt werden. Also, es sind nicht Kostengründe sondern Normen, die zur Öffnung der Autobahn bei der Seevorstadt führen. Dies stört den Gemeinderat natürlich auch und er versucht, das zu verbessern. Mehr gibt es dazu im Moment nicht zu sagen. Es gilt jetzt abzuwarten, was uns die Arbeitsgruppe präsentieren wird. Im Rahmen der Kommission A5 wird der Stadtrat wieder informiert werden.

Vote

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: L'heure avance et nous avons beaucoup d'objets à l'ordre du jour. Je vous propose de conclure la séance de ce soir et de continuer la séance demain dès 18h. Nous ne ferons certainement pas de pause demain. Je vous informe que vous pouvez laisser vos affaires ici, la salle sera fermée. Bonne fin de soirée.

184. Nouvelles interventions

- | | | |
|-----------------|--|-----------------------|
| 20090314 | Interpellation urgente Émilie Moeschler, Groupe socialiste
Quelles conséquences pour la Ville de Bienne de la 4 ^e révision de la Loi sur l'assurance-chômage ?
Welche Auswirkungen hat die vierte Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes auf die Stadt Biel? | BSK

FIN |
| 20090315 | Postulat Urs Grob, Fraktion SVP/FPS
Rigoreuse Massnahmen gegen illegale Kehrrechtdeponie auf den Strassen
Mesures rigoureuses pour lutter contre le dépôt illégal de déchets dans les rues | BAU |
| 20090316 | Interpellation Pascal Fischer, Fraktion SVP/FPS
Altstadtchilbi
Kermesse de la Vieille Ville | SID
BAU |
| 20090317 | Interpellation Pascal Fischer, Fraktion SVP/FPS
Ist die Sicherheitsdirektion glaubwürdig?
La Direction de la sécurité est-elle crédible ? | PRA
SID |
| 20090318 | Motion Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste
La Ville de Bienne fait un pas de plus vers l'égalité hommes-femmes
Die Stadt Biel macht einen Schritt mehr hin zur Gleichstellung von Mann und Frau | PRA |
| 20090319 | Interpellation Hans-Ulrich Köhli, GLP
Schwanenkolonie wie weiter?
Colonie des Cygnes et maintenant ? | SID |
| 20090320 | Motion Patrick Calegari, Fraktion SVP/FPS
Keine no-go-areas in Biel
Pas d'aires de non-droit à Bienne | SID |
| 20090321 | Postulat Salome Strobel, Fraktion SP
Velo-Ordnungsdienst GAD Propsteiweg
Service d'ordre à vélo GAD au chemin de la Prévôté | BSK
SID |
| 20090322 | Interpellation Claire Magnin, Verts Bienne
La politique de chasse aux abus se fait-elle sur le dos des droits des personnes assistées ?
Geht der Kampf gegen Missbrauch in der Sozialhilfe zu Lasten der Rechte von Leistungsbeziehenden? | BSK |

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.45 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof